

STATISTIQUES 2015-2016
XIV^{ème} législature
(1^{er} octobre 2015 – 30 septembre 2016)



LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.....	Commission des affaires étrangères.
CULT.....	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.....	Commission des affaires économiques.
FIN.....	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.....	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s).....	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.....	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC.....	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion.....	Commission.
CMP.....	Commission mixte paritaire.
DC.....	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt.....	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN.....	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
LD.....	Lecture définitive.
L.O.	Loi organique.
NL.....	Nouvelle lecture.
PA.....	Procédure accélérée
PAC.....	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn.....	Proposition de loi.
QG.....	Questions au Gouvernement
QOSD.....	Questions orales sans débat
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE.....	Secrétariat d'État.

SIGNES

-.....	Néant.
///.....	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	9
1.1. Répartition géographique des sièges	9
1.2. Effectifs des groupes	9
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	10
1.3.1. Remplacement de députés.....	10
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député	11
1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales	11
1.3.4. Élections partielles	11
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2016	11
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés.....	11
1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe	11
1.4.2. Moyenne d'âge par groupe	12
1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle.....	12
1.4.4. Autres mandats détenus	15
1.5. Contestations d'opérations électorales	17
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	17
1.7. Immunités parlementaires	17
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté.....	17
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	17
1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C.....	17
1.8. Incompatibilités parlementaires.....	17
2. Bilan d'activité	19
2.1. Congrès du Parlement	19
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	19
2.2.1. Sessions et séances publiques.....	19

2.2.2. Impressions parlementaires.....	20
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	21
2.3.1. Travaux des commissions	21
2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe.....	24
2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations	25
2.4. Commission des affaires européennes.....	25
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes	25
2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	25
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	26
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	26
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	26
2.6.2. Offices parlementaires.....	26
2.6.3. Activités parlementaires internationales	26
2.7. Commissions d'enquête	26
3. Examen des textes.....	28
3.1. Projets et propositions de loi	28
3.1.1. Textes en instance de lecture au 1 ^{er} octobre 2015.....	28
3.1.2. Textes déposés entre le 1 ^{er} octobre 2015 et le 30 septembre 2016.....	28
3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2016	29
3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2016.....	30
3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte.....	30
3.1.6. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive	31
3.2. Propositions de résolution	32
4. Eléments de procédure.....	35
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	35
4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29C.....	35
4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art.48, al.2 et 3C	36

4.1.3. Session ordinaire - Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al.3C)	37
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al.4C.....	38
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al 5C.	39
4.2. Procédures accélérées	410
4.3. Procédures d'examen simplifié (art. 103R.)	41
4.4. Temps législatif programmé (art.49-5R.)	41
4.5. Motions de procédure (art. 91R., 122R. et 128R.).....	41
4.6. Secondes délibérations.....	41
4.7. Commissions mixtes paritaires.....	42
4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire	42
4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires	42
4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure.....	44
4.7.4. Echec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure.....	44
4.8. Amendements	45
4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	45
4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance	47
4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session.....	48
4.9. Votes bloqués	50
4.10. Scrutins publics.....	50
4.11. Incidents de séance	51
4.12. Décisions du Conseil constitutionnel	51
5. Déclarations et débats	53
6. Engagements de responsabilité et censure	55
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	55
6.2. Motions de censure.....	55

7. Questions	57
7.1. Questions orales	57
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	57
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	58
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle	59
7.2. Questions écrites.....	60
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses.....	60
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	62
 Annexe I	
<i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	<i>65</i>
 Annexe II	
<i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....</i>	<i>67</i>
 Annexe III	
<i>Commissions élargies.....</i>	<i>69</i>
 Annexe IV	
<i>Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle (MEC)</i>	<i>70</i>
<i>Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS).....</i>	<i>70</i>
<i>Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	<i>71</i>
<i>Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement.....</i>	<i>71</i>
 Annexe V	
<i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations.....</i>	<i>72</i>
 Annexe VI	
<i>Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution..</i>	<i>73</i>
 Annexe VII	
<i>Liste des commissions d'enquête (créées sur la période).....</i>	<i>75</i>
<i>Travaux des commissions d'enquête</i>	<i>75</i>
 Annexe VIII	
<i>Propositions de loi Assemblée nationale rejetées</i>	<i>76</i>

<i>Proposition de loi Sénat rejetée</i>	77
<i>Propositions de loi Assemblée nationale renvoyées en commission</i>	77
Annexe IX	
<i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	78
Annexe X	
<i>Textes examinés en application de l'article 29 C.</i>	87
<i>Textes examinés en application de l'article 48 C.</i>	88
Annexe XI	
<i>Calendrier de la session ordinaire</i>	97
Annexe XII	
<i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2015-2016</i>	98
Annexe XIII	
<i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifié</i>	101
Annexe XIV	
<i>Commissions mixtes paritaires</i>	105
Annexe XV	
<i>Liste des scrutins</i>	111
Annexe XVI	
<i>Décisions du Conseil Constitutionnel</i>	113
Annexe XVII	
<i>Déclarations et débats</i>	118
Annexe XVIII	
<i>Engagements de responsabilité et censure</i>	120
Annexe XIX	
<i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	121
Annexe XX	
<i>Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites</i>	123

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 C	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

1.2. Effectifs des groupes

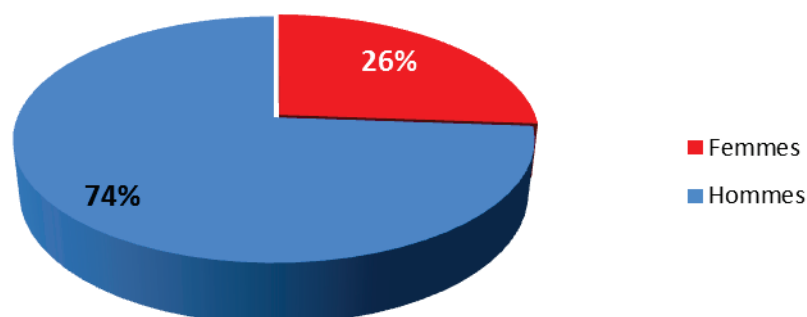
Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2015			Au 30 septembre 2016		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Socialiste, écologiste et républicain	275	12	287	276	13	289
Les Républicains	192	7	199	192	6	198
Union des démocrates et indépendants	30	0	30	28	0	28
Écologiste (jusqu'au 20.05.2016)	18	0	18	-	-	-
Radical, républicain, démocrate et progressiste	18	0	18	18	0	18
Gauche démocrate et républicaine	15	0	15	15	0	15
Total des groupes	548	19	567	529	19	548
Députés non inscrits	///	///	10	///	///	26
Total des sièges pourvus			577 ⁽¹⁾			574 ⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	0	///	///	3
Total des sièges			577			577

¹ Dont 151 femmes : 103 SER, 28 LR, 2 UDI, 9 Écologistes, 3 RRDP, 3 GDR, 3 non inscrits.

² Dont 150 femmes : 102 SER, 28 LR, 2 UDI, 4 RRDP, 3 GDR, 11 non inscrits.

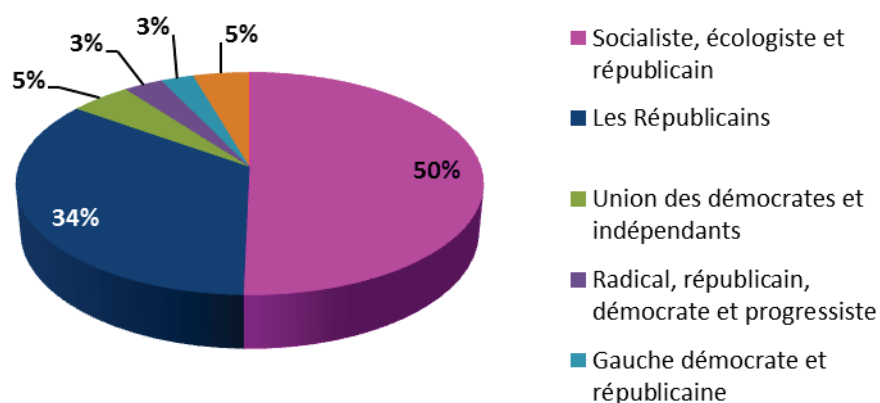
Répartition des députés par sexe

(au 30 septembre 2016)



Répartition des députés par groupe politique

(au 30 septembre 2016)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽³⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	2
– nomination à des fonctions ministérielles	6
– nomination au Conseil constitutionnel	0
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	0

³ Voir annexe I.

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député : 2

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales : 0

1.3.4. Élections partielles : 3

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d’opérations électorales 0
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l’article L.O. 176 du code électoral 5
– démission volontaire 9 ⁽⁴⁾
– autre (décès du suppléant) 1

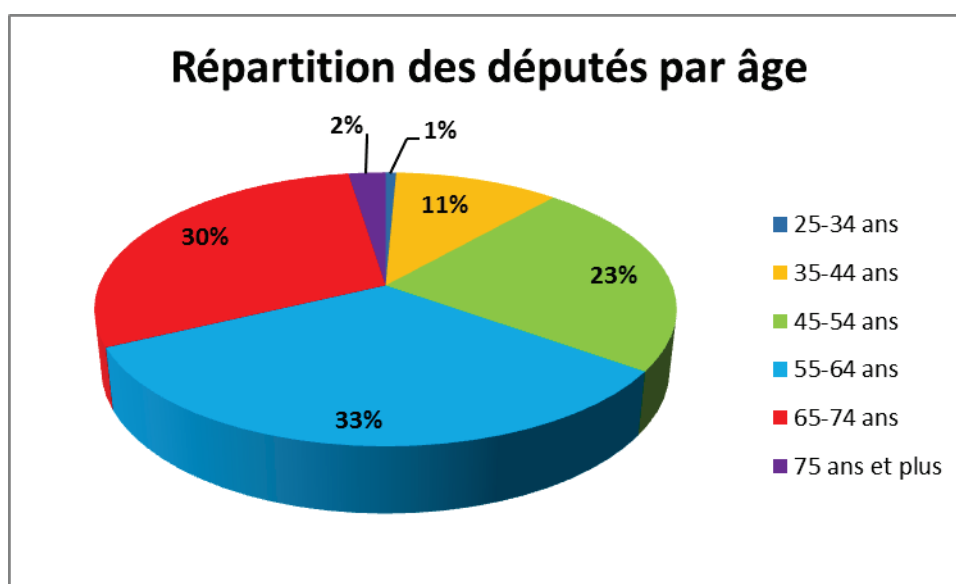
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2016 : 3

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d’âge et par groupe

Désignation	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	<i>Total</i>
De 20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	<i>-</i>
De 25 à 29 ans	-	-	-	-	-	1	<i>1</i>
De 30 à 34 ans	1	2	-	-	-	-	<i>3</i>
De 35 à 39 ans	10	5	-	1	-	-	<i>16</i>
De 40 à 44 ans	27	11	2	1	-	2	<i>43</i>
De 45 à 49 ans	22	12	3	2	1	4	<i>44</i>
De 50 à 54 ans	42	33	6	3	1	6	<i>91</i>
De 55 à 59 ans	45	29	7	4	2	5	<i>92</i>
De 60 à 64 ans	47	38	2	0	2	3	<i>92</i>
De 65 à 69 ans	50	36	3	4	3	3	<i>99</i>
70 ans et plus	45	32	5	3	6	2	<i>93</i>
Total	289	198	28	18	15	26	<i>574</i>

⁴ Trois démissions volontaires n’ont pas donné lieu à des élections partielles, conformément aux dispositions de l’article LO 178 du code électoral.



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

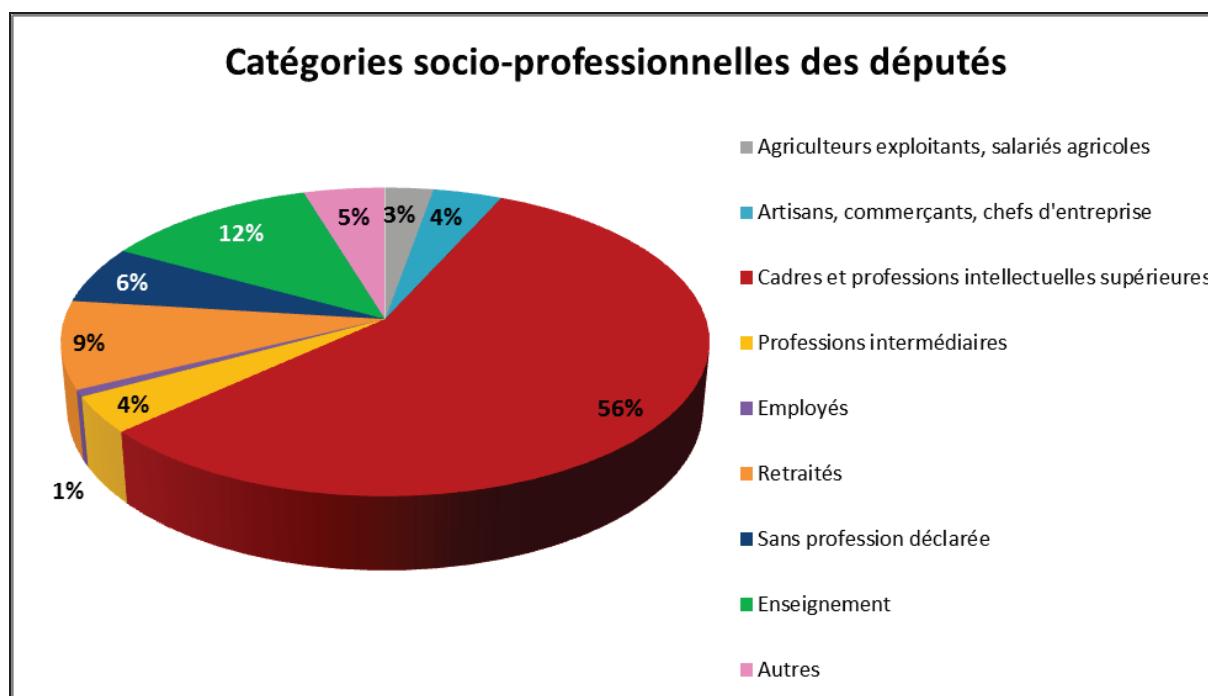
Groupes	Âge moyen
Socialiste, écologiste et républicain	58 ans et 4 mois
Les Républicains	59 ans et 4 mois
Union des démocrates et indépendants	58 ans
Radical, républicain, démocrate et progressiste	57 ans et 11 mois
Gauche démocrate et républicaine	65 ans et 2 mois
Non inscrits	55 ans et 1 mois
Moyenne générale	58 ans et 8 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

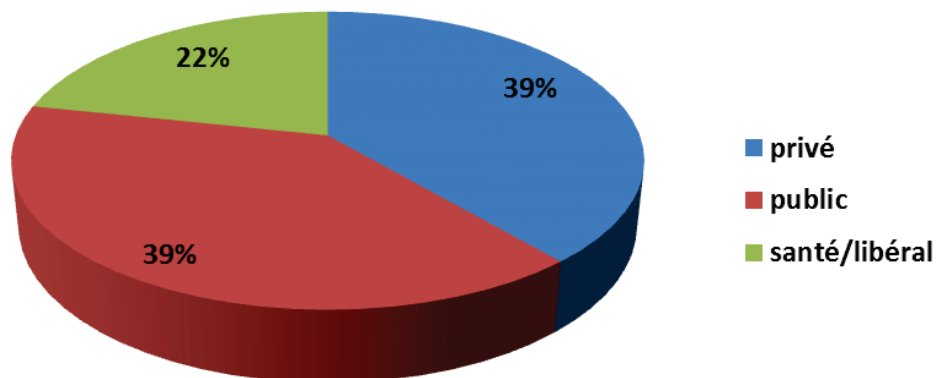
Professions	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	Total
Administrateurs de sociétés	-	5	-	-	-	-	5
Agents d'affaires	-	1	-	-	-	-	1
Agents d'assurances	-	1	-	-	-	-	1
Agents généraux d'assurances	-	1	-	-	-	-	1
Agents techniques et techniciens	3	-	-	-	1	-	4
Agriculteurs - propriétaires exploitants	6	8	-	-	-	1	15

Professions	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	Total
Architectes	1	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	-	-	-	-	-	1
Assistantes sociales	2	-	-	-	-	-	2
Autres cadres (secteur privé)	15	13	2	1	1	2	34
Autres professions	15	7	2	2	-	1	27
Autres professions libérales	6	6	-	-	-	1	13
Avocats	9	17	3	1	-	2	32
Cadres (entreprises publiques)	6	1	-	-	-	-	7
Cadres supérieurs (secteur privé)	29	23	6	2	-	2	62
Cadres supérieurs (entreprises publiques)	5	1	-	-	-	-	6
Chirurgiens	-	2	-	-	-	-	2
Commerçants	2	-	2	-	1	-	5
Dentistes	1	1	-	-	-	1	3
Employés (secteur privé)	2	-	-	-	1	-	3
Employés (autres entreprises publiques)	-	-	-	1	-	-	1
Enseignants : secondaire et technique	25	6	-	1	1	-	33
Enseignants du premier degré - directeurs d'écoles	10	-	-	-	1	1	12
Experts comptables	-	2	1	-	-	-	3
Fonctionnaires de catégorie A	40	8	1	2	-	3	54
Fonctionnaires de catégorie B	4	1	-	-	-	1	6
Fonctionnaires de catégorie C	1	-	-	-	-	-	1
Fonctionnaires des grands corps de l'État	12	16	-	1	-	1	30
Hommes de lettres et artistes	1	-	-	-	-	-	1
Industriels, chefs d'entreprises industrielles	4	10	1	1	-	-	16
Ingénieurs	4	5	3	-	-	1	13
Journalistes	2	1	1	-	-	2	6
Magistrats	-	2	1	-	-	-	3
Médecins	9	11	1	1	1	-	23

Professions	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	Total
Notaires	-	2	-	-	-	-	2
Pensionnés et retraités civils	38	9	1	2	2	2	54
Permanents politiques	8	3	1	-	2	-	14
Pharmaciens	1	2	-	-	-	-	3
Professeurs de faculté	3	8	1	1	1	-	14
Professions rattachées à l'enseignement	7	1	-	-	3	1	12
Représentants de commerce	-	-	1	-	-	-	1
Sages-femmes	1	1	-	-	-	-	2
Salariés agricoles	-	-	-	-	-	1	1
Salariés du secteur médical	2	4	-	-	-	-	6
Sans profession déclarée	12	17	1	2	-	4	36
Vétérinaires	1	1	-	-	-	-	2



Répartition par secteur des députés ayant déclaré leur profession



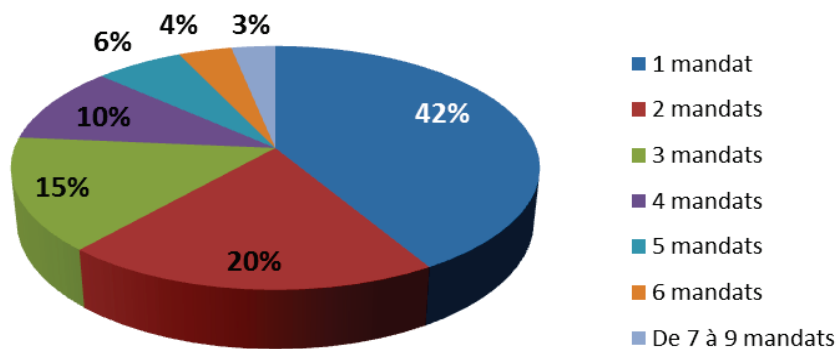
Hors autres professions, pensionnés et retraités civils et sans profession déclarée

1.4.4. Autres mandats détenus ⁽⁵⁾

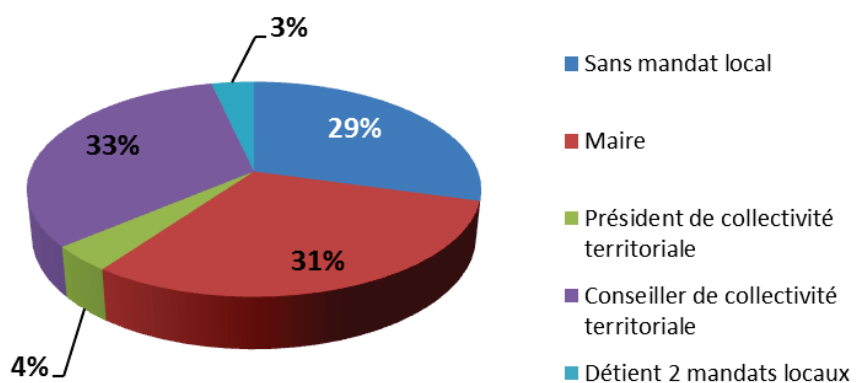
Mandats ou fonctions	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Maires	52	97	14	7	8	9	187
Maires d'arrondissement/de secteur	0	3	0	0	0	0	3
Conseillers régionaux	16	22	2	3	2	1	45
dont Présidents de conseil régional	2	1	0	1	1	0	5
Conseillers départementaux	20	14	3	1	1	0	39
dont Présidents de conseil départemental	5	12	2	0	0	0	19
Conseillers de Paris	5	4	0	0	0	0	9

⁵ Ces données sont recueillies sur la base des déclarations des députés.

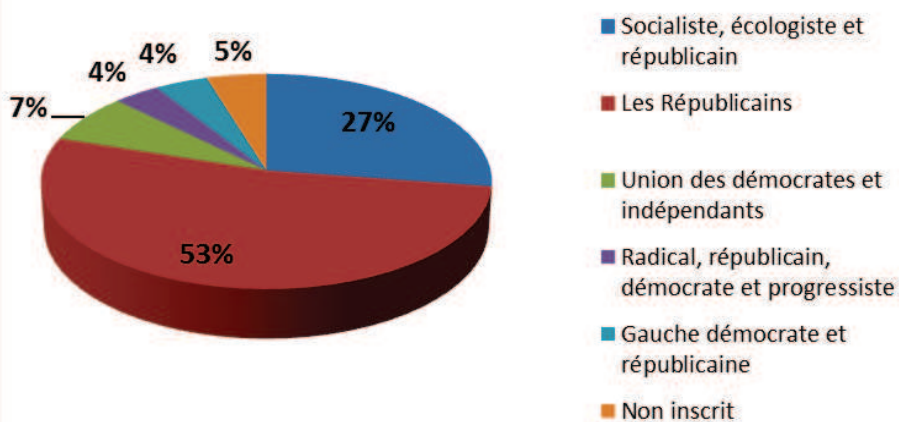
Nombre de mandats de députés



Mandats locaux des députés



Mandats de maires par groupe



1.5. Contestations d'opérations électorales ⁽⁶⁾

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Enregistrées en cours de période	4	4
Requêtes :		
• devenues sans objet	-	-
• rejetées	4	4
• suivies d'annulation	-	-

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁷⁾

Missions confiées au cours de la période	16
Missions en cours au 30 septembre 2015	3

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale 0

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale 0

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel 1⁽⁸⁾

⁶ Voir annexe XVI.

⁷ Voir annexe II.

⁸ Décision n° 2015-32 I du 17 décembre 2015 : situation de M. Thierry Robert au regard du régime des incompatibilités parlementaires (pas d'incompatibilité).

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Séance du 16 novembre 2015 ⁽⁹⁾

Le Parlement a été réuni en Congrès le lundi 16 novembre 2015 pour une déclaration du Président de la République ⁽¹⁰⁾, suivie d'un débat sans vote.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

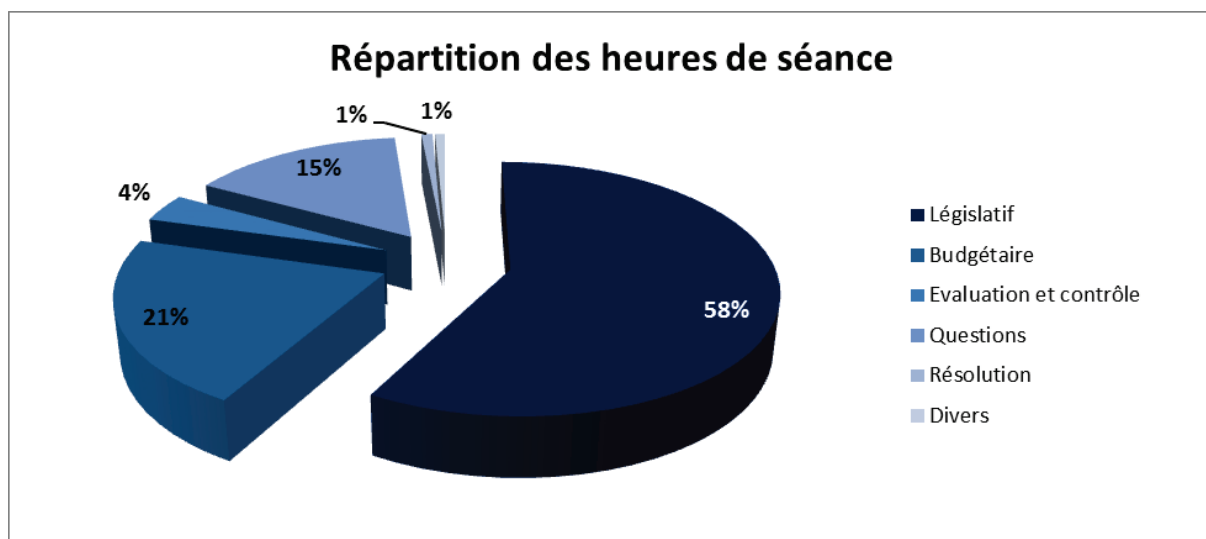
SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽¹¹⁾	Questions	Résolutions	Divers ⁽¹²⁾
Session ordinaire du 1er octobre 2015 au 30 juin 2016	117	232	856 h 05	476 h 40	193 h 55	32 h 05	139 h 15	7 h 35	6 h 35
Sessions extraordinaires									
• du 1er au 21 juillet 2016	12	18	57 h 00	46 h 25	4 h 45	2 h 10	3 h 40	-	-
• du 27 au 29 septembre 2016	3	6	21 h 00	19 h 45	-	-	1 h 15	-	-
TOTAL	132	256	934 h 05	542 h 50	198 h 40	34 h 15	144 h 10	7 h 35	6 h 35

⁹ Décret de convocation en date du 14 novembre 2015 (Journal officiel du 15 novembre 2015).

¹⁰ En application de l'article 18 de la Constitution.

¹¹ Dont déclarations, motions de censure et débats.

¹² Dont nominations au Bureau, allocution du Président du Parlement panafricain, éloges funèbres de Sophie Dessus et d'Anne Grommerch, hommage à la députée britannique Jo Cox.



2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	115	7 414	11	1 260	126	8 674
Propositions de loi	369	4 918	-	-	442	6 025
Propositions de résolution	65	842	-	-	87	1 094
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	936	11 431	-	-	936	11 431
Rapports législatifs ⁽¹³⁾	222	23 950	68	8 330	394	36 288
Avis	-	-	97	6 514	102	6 774
Rapports d'information ⁽¹⁴⁾	106	15 024	-	-	127	19 128
Autres rapports ⁽¹⁵⁾	12	2 452	-	-	12	2 452
Totaux	889	54 600	176	16 104	1 290	80 435

¹³ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

¹⁴ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

¹⁵ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions ⁽¹⁶⁾

- Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale ⁽¹⁷⁾	Total
Nombre	57	118	100	79	68	81	129	116	22	770
Durée	104 h 00	205 h 00	142 h 45	153 h 15	95 h 45	145 h 15	203 h 15	192 h 15	51 h 15	1 292 h 45
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>21 h 30</i>	<i>25 h 00</i>	<i>15 h 15</i>	<i>9 h 15</i>	<i>7 h 45</i>	<i>12 h 00</i>	<i>86 h 50</i>	<i>18 h 00</i>	<i>0</i>	<i>195 h 35</i>
<i>dont commission élargie ⁽¹⁸⁾</i>	<i>13 h 45</i>	<i>21 h 00</i>	<i>12 h 45</i>	<i>8 h 15</i>	<i>3 h 15</i>	<i>9 h 45</i>	<i>60 h 15</i>	<i>13 h 45</i>	<i>0</i>	<i>60 h 15</i>
Ouvertes à la presse	50	107	37	59	24	68	118	68	19	550
Auditions										
Membres du Gouvernement	2	18	21	6	10	3	50 ⁽¹⁹⁾	11	3	124
Autres personnalités	28	79	53	56	67	88	54	47	22	494
Total des auditions	30	97	74	62	77	91	104	58	25 ⁽²⁰⁾	618

- Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	2	8	35 ⁽²¹⁾	7	-	6	7	24	1	90
Propositions de loi	24	32	1	48	10	19	18	167	-	319
Propositions de résolution ⁽²²⁾	3	4	2	5	1	7	4	15	-	41
<i>dont propositions européennes</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>3</i>	<i>5</i>	<i>-</i>	<i>17</i>
Total des textes renvoyés	29	44	38	60	11	32	29	206	1	450
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	1	3	54 ⁽²³⁾	4	-	2	3	13	-	80
Propositions de loi	2	1	-	3	1	5	1	16	1	30
Propositions de résolution ⁽²²⁾	2	2	1	2	1	4	3	6	-	21
<i>dont propositions européennes</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>3</i>	<i>5</i>	<i>-</i>	<i>17</i>
Total des textes adoptés définitivement	5	6	55	9	2	11	7	35	1	131

¹⁶ Pour les travaux de la MEC, de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des Présidents, voir annexe IV.

¹⁷ Commissions spéciales système prostitutionnel et égalité et citoyenneté.

¹⁸ Voir annexe III.

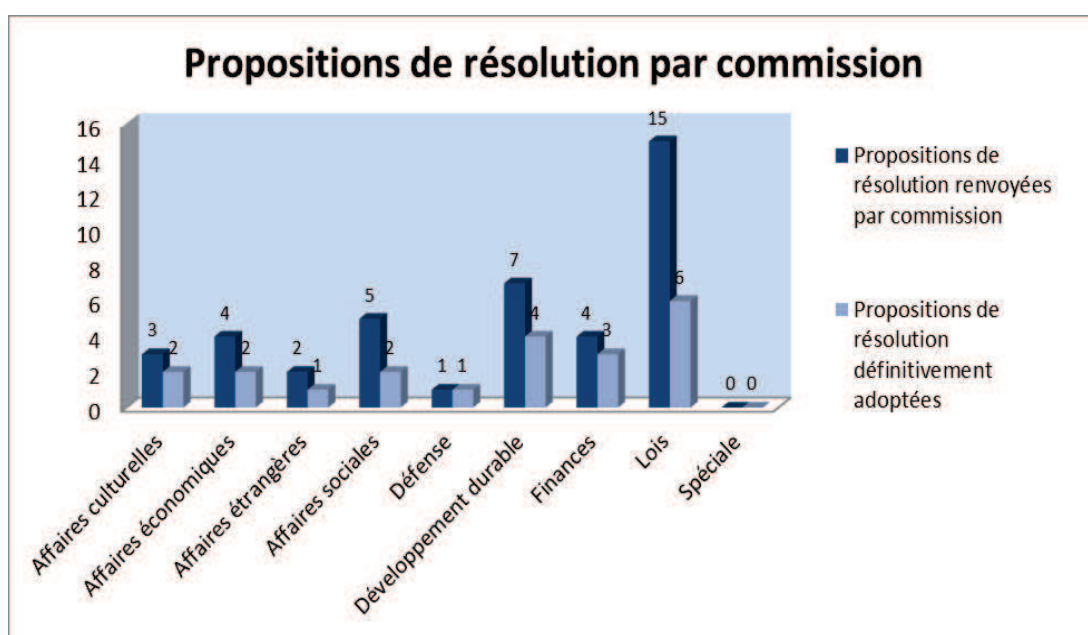
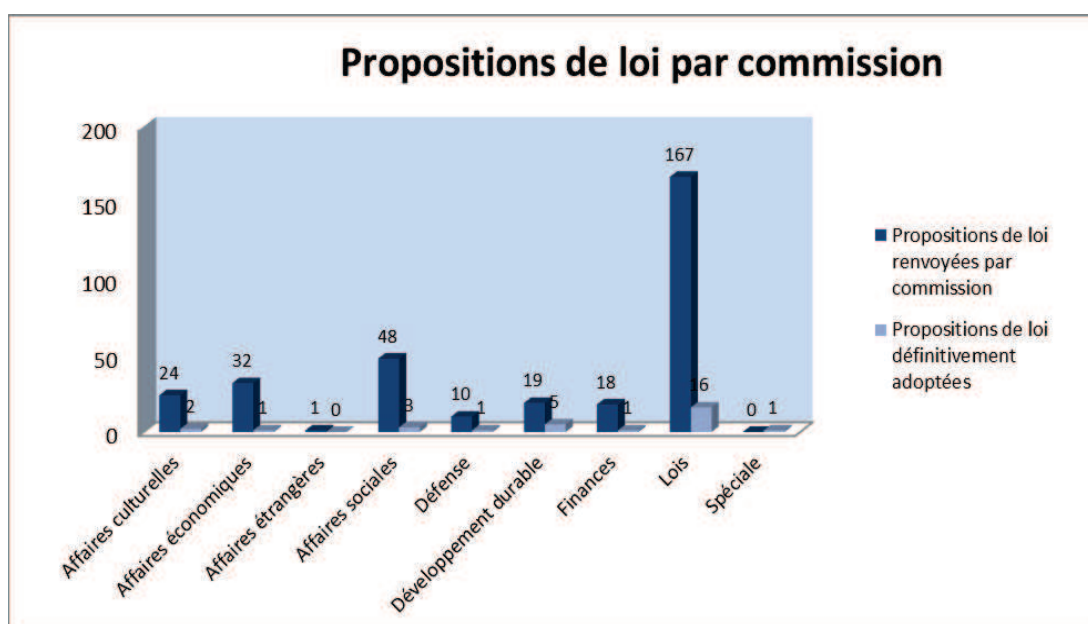
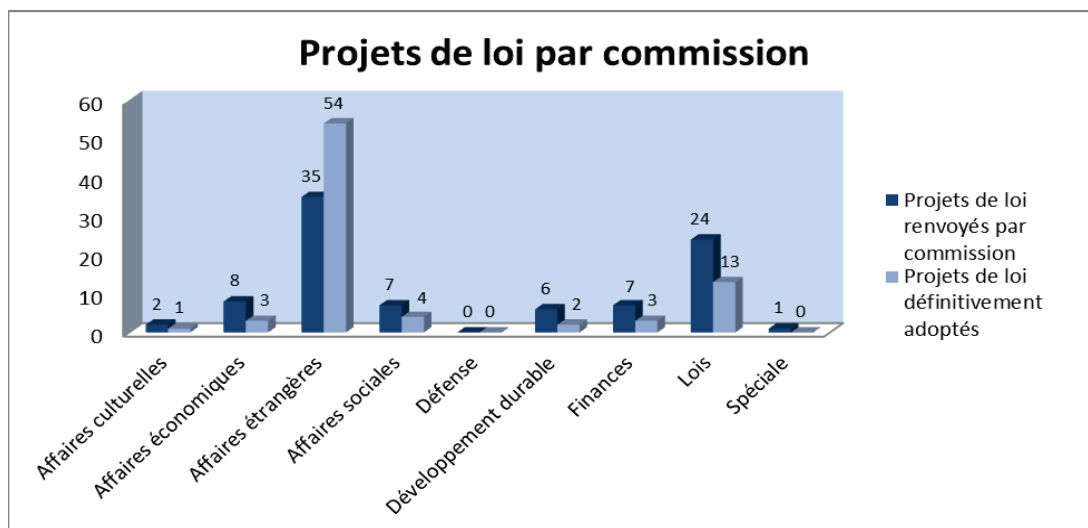
¹⁹ Dont 33 dans le cadre des réunions des commissions élargies.

²⁰ Seule la commission spéciale égalité et citoyenneté a procédé à des auditions sur la session 2015-2016.

²¹ Dont 35 conventions.

²² Hors propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution.

²³ Dont 54 conventions.



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	1	5	51	3	-	1	2	13	1	77
sur des propositions de loi	3	9	-	8	2	8	1	31	-	62
sur des propositions de résolution	2	2	3	2	-	1	-	2	-	12
<i>dont propositions européennes</i>	1	1	1	1	-	1	-	-	-	5
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	6	16	54	13	2	10	3	46	1	151
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	1	-	-	3	-	3	6	6	-	19
sur des propositions de loi	2	-	-	2	-	-	-	8	2	14
Total des rapports déposés en lectures suivantes	3	-	-	5	-	3	6	14	2	33
Total des rapports toutes lectures	9	16	54	18	2	13	9	60	3	184
<i>Annexes au rapport général</i>	-	-	-	-	-	-	48	-	-	48
Avis										
sur le PLF de l'année	10	14	9	7	8	11	-	14	-	73
sur d'autres PLF	-	1	-	-	1	-	-	-	-	2
sur des projets de loi	1	5	-	2	8	2	4	-	-	22
sur des propositions de loi	2	2	-	-	-	1	-	1	-	6
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	13	22	9	9	17	14	4	15	-	103
Rapports d'information	5	9	6	5	5	4	10	1	-	45
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	1	5	-	3	-	-	-	-	-	9
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146)</i>	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Écologiste (jusqu'au 20.05.2016)	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Commissions saisies au fond (toutes lectures)								
- projets de loi	93	18	2	-	-	2	-	115
- propositions de loi	58	18	5	5	4	4	-	94
- propositions de résolution (hors européennes)	7	1	-	-	-	1	-	9
- propositions de résolutions européennes	7	-	-	-	-	-	-	7
Total	165	37	7	5	4	7	-	225
Commissions saisies pour avis (toutes lectures)								
- projets de loi (voir LFI/LFSS)	20	2	-	-	-	-	-	22
- propositions de loi	6	-	-	-	-	-	-	6
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	26	2	-	-	-	-	-	28

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Écologiste (jusqu'au 20.05.2016)	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Commissions des finances								
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	4	-	-	-	-	-	-	4
- rapporteur général (lectures suivantes)	12	-	-	-	-	-	-	12
- rapporteurs spéciaux	30	12	2	2	1	1	-	48
Autres commissions (avis)								
- sur la loi de finances annuelle	42	16	6	3	4	2	-	73
- sur les autres lois de finances	2	-	-	-	-	-	-	2

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽²⁴⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Écologiste (jusqu'au 20.05.2016)	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
- Rapports d'information des commissions permanentes	37	7	-	-	1	-	-	45
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	2	-	-	-	-	-	-	2
<i>dont rapports d'application</i>	7	2	-	-	-	-	-	9

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽²⁵⁾

11

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
75	109 h 45	12	57	44	1 056	20

2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁶⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2015	512
Textes transmis durant la période	936
Textes retirés ou devenus définitifs	335
Textes en instance au 30 septembre 2016	598

²⁴ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'informations communes à plusieurs commissions, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent recueil.

²⁵ Voir annexe V.

²⁶ Voir annexe VI. Voir aussi, ci-après en 3.2, la répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Nombre de réunions	Durée	Nombre de rapports déposés	Auditions de membres du Gouvernement	Auditions d'autres personnalités
9	12 h 00	6	-	2

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ⁽²⁷⁾	35	54 h 15	2	66	8
Délégation aux outre-mer	13	17 h 45	1	11	3

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	19	80 h 45	-	15 ⁽²⁸⁾	9

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie
Rapports déposés	5	1	1	1

2.7. Commissions d'enquête ⁽²⁹⁾

- Commissions constituées durant la période 4
- Rapports déposés durant la période 2

²⁷ Hors colloques.

²⁸ Hors auditions publiques.

²⁹ Voir annexe VII.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2015

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2015	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat ⁽³⁰⁾	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	66	22	88
en instance de lectures suivantes	1	0	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	67	22	89
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	0 ⁽³¹⁾	77	77
en instance de lectures suivantes	4	2	6
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	4	79	83

Textes en instance de lecture au Sénat au 1 ^{er} octobre 2015	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	9	//	9
en instance de lectures suivantes	1	0	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	10	0	10
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	15	//	15
en instance de lectures suivantes	2	9	11
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	17	9	26

3.1.2. Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2015 et le 30 septembre 2016

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	64	26	90
en lectures suivantes	28	4	32
retraits	0	0	0
Nombre total de projets de loi déposés sur la session	92	30	122
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	295	24	319
en lectures suivantes	25	7	32
retraits	2	0	2
Nombre total de propositions de loi déposées sur la session	320	31	351 ⁽³²⁾

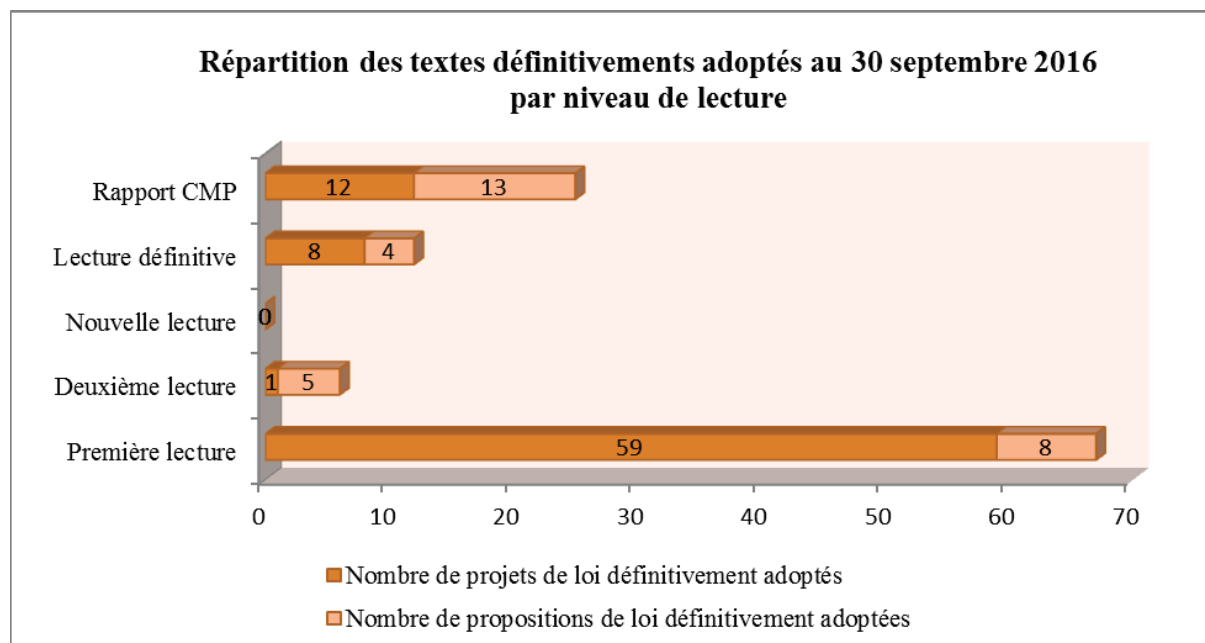
³⁰ Il s'agit uniquement des textes de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

³¹ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

³² Dont 16 propositions de loi constitutionnelle et 22 propositions de loi organique.

3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2016

Types de texte		Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte					Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
PROJETS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		0	0	8	0	8
		Sénat	21	0	0		10	31
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	38	0	0	0	2	40
		Sénat		1	0		0	1
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			59	1	0	8	12	80
PROPOSITIONS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		3	0	3	2	8
		Sénat	1	0	0		9	10
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	7	0	0	1	2	10
		Sénat		2	0		0	2
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			8	5	0	4	13	30⁽³³⁾



³³ Sur la session, 17 propositions de loi ont été rejetées et 2 propositions de loi ont été renvoyées en commission lors de leur examen en séance publique : voir annexe VIII.

3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2016

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	95	8	103
en instance de lectures suivantes	0	1	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	95	9	104
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	0	86	86
en instance de lectures suivantes	7	5	12
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	7	91	98

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	4	//	4
en instance de lectures suivantes	1	1	2
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	5	1	6
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	28	//	28
en instance de lectures suivantes	2	8	10
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	30	8	38

3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

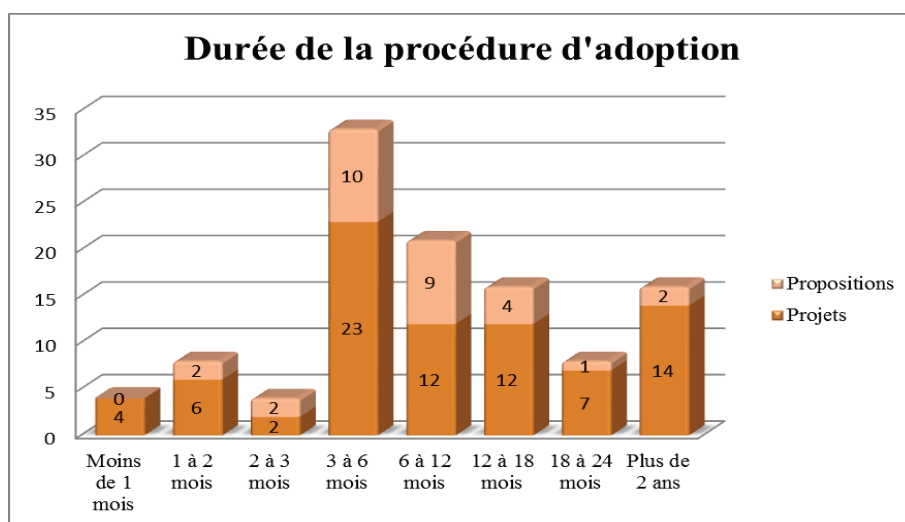
	Total des textes en instance à l'AN au 1 ^{er} octobre 2015 + textes déposés à l'AN	Total des textes examinés à l'Assemblée nationale	Total des textes adoptés	Total des lois promulguées ⁽³⁴⁾
Projets de loi	211	86	80	78 (35)
Propositions de loi	434	77	30	30
TOTAL	645	163	110	108

³⁴ Voir annexe IX.

³⁵ Dont 53 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

3.1.6. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	2	5	2	15	4	4	2	5	39
	Déposés au Sénat	2	1	0	8	8	8	5	9	41
Durée de la procédure d'adoption des projets de loi		4	6	2	23	12	12	7	14	80
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	0	1	1	5	8	1	0	2	18
	Déposées au Sénat	0	1	1	5	1	3	1	0	12
Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi		0	2	2	10	9	4	1	2	30



		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	279 jours
	Déposés au Sénat	529 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		407 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	263 jours
	Déposées au Sénat	268 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		265 jours

3.2. Propositions de résolution

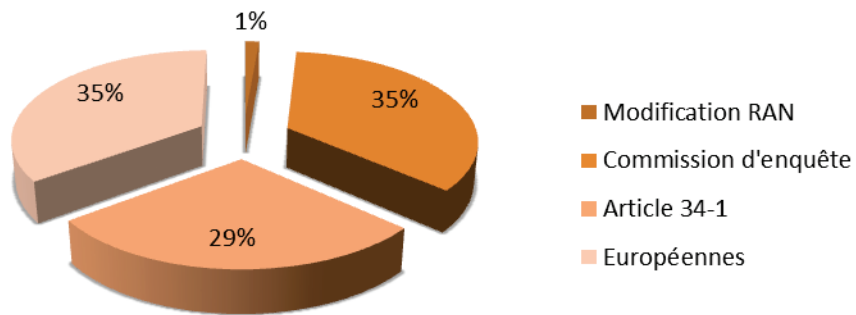
	Socialiste, écologiste et républicain	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Écologiste (jusqu'au 20.05.2016)	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Modification du Règlement de l'Assemblée nationale								
. déposées	0	0	1	0	0	0	0	1
. rejetées	-	-	0	-	-	-	-	0
. adoptées	-	-	0	-	-	-	-	0
Création de commission d'enquête								
. déposées	1	9	2	0	1	4	8	25
. retirées	0	1	0	-	0	0	0	1
. adoptées	1	1	0	-	1	1	0	4
Article 34-1 de la Constitution								
. déposées	4	13	1	0	0	2	1	21
. retirées	0	0	0	0	0	0	0	0
. rejetées	0	0	0	0	0	0	0	0
. adoptées	3	1	1	0	0	0	0	5
Résolutions européennes								
. déposées	17	3	0	4	2	0	0	26
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	8 ⁽³⁶⁾	1	-	4	0	-	-	13
- par un député	9 ⁽³⁷⁾	2	-	0	2	-	-	13
. rejetées	0	0	-	0	0	-	-	0
. considérées comme adoptées	16 ⁽³⁸⁾	0	-	4	0	-	-	20
. adoptées en séance	0	0	-	0	0	-	-	0
Suspension de détention ou de poursuites								
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour								
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-

³⁶ dont huit communes aux groupes Socialiste, écologiste et républicain et Les Républicains et une commune aux groupes Socialiste, écologiste et républicain et Union des démocrates et indépendants.

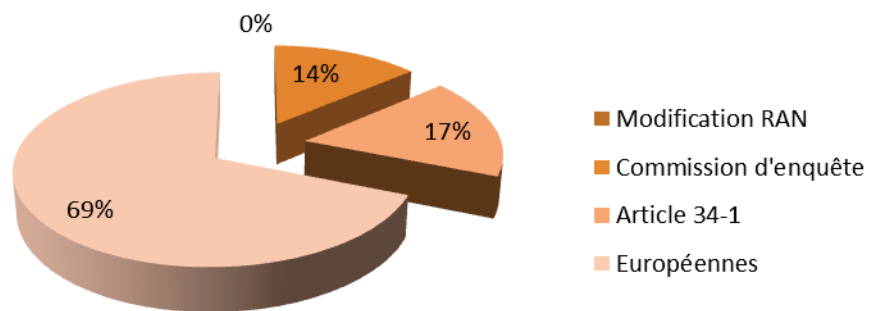
³⁷ dont une commune aux groupes Socialiste, écologiste et républicain et Écologiste.

³⁸ dont huit communes aux groupes Socialiste, écologiste et républicain et Les Républicains, une commune aux groupes Socialiste, écologiste et républicain et Union des démocrates et indépendants, et une commune aux groupes Socialiste, écologiste et républicain et Écologiste.

Types de résolutions déposées



Types de résolutions adoptées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

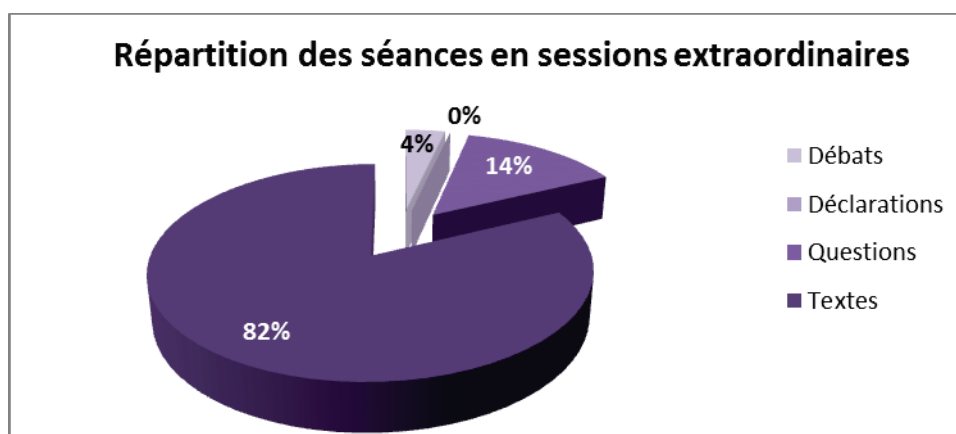
4. Eléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29C.

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
24	78 h 00

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 (39)
Déclarations	0
Questions	4
<ul style="list-style-type: none"> • Questions d'actualité au Gouvernement • Questions orales sans débat • Questions sur une thématique ministérielle 	4 0 0
Examen des textes	23



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	20
<ul style="list-style-type: none"> • Dont conventions 	4
Nombre de propositions de loi	10
Nombre de propositions de résolution	0
TOTAL Textes examinés	30

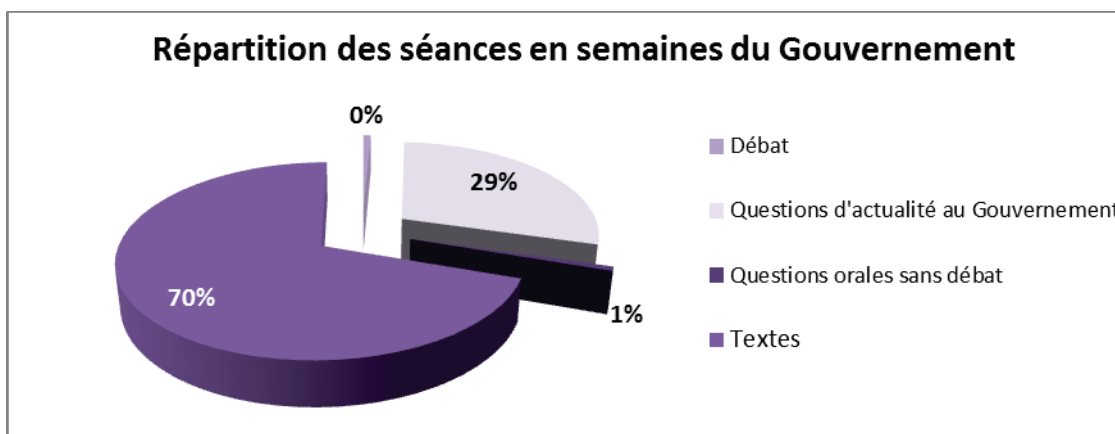
³⁹ Débat d'orientation des finances publiques.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art.48, al.2 et 3C ⁽⁴⁰⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
141 ⁽⁴¹⁾	529 h 40 ⁽⁴²⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1
Déclarations	1 ⁽⁴³⁾
Questions	41
<ul style="list-style-type: none"> • Questions d'actualité au Gouvernement • Questions orales sans débat • Questions sur une thématique ministérielle 	40 1 0
Examen des textes	97



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	82
<ul style="list-style-type: none"> • Dont conventions 	46
Nombre de propositions de loi	32
Nombre de propositions de résolution	0
TOTAL Textes examinés	114

⁴⁰ Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir annexe XI calendrier de la session ordinaire 2015-2016.

⁴¹ Dont 45 séances d'examen budgétaire.

⁴² Dont 153 h 30 d'examen budgétaire.

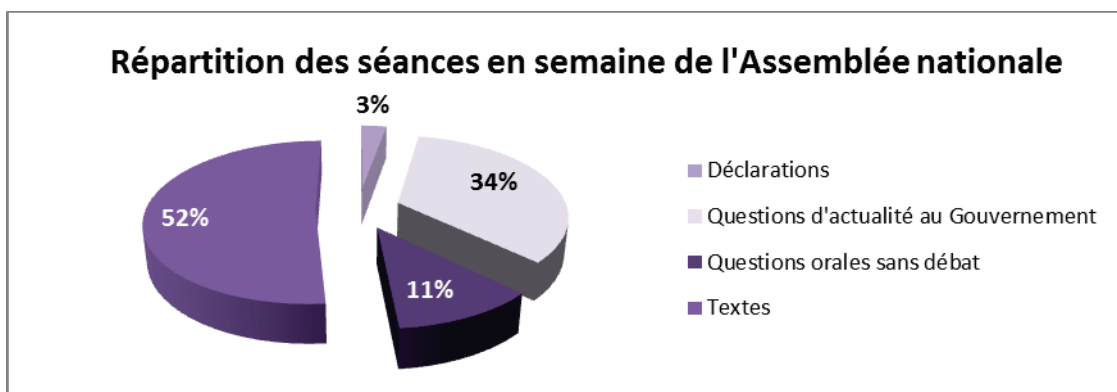
⁴³ Déclaration du Gouvernement et débat sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées sur le territoire national pour protéger la population, en application de l'article 50, alinéa 1, de la Constitution, le 16 mars 2016.

4.1.3. Session ordinaire - Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al.3C) ⁽⁴⁴⁾ ⁽⁴⁵⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
34	134 h 55

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	1 ⁽⁴⁶⁾
Questions	16
<ul style="list-style-type: none"> • Questions d'actualité au Gouvernement • Questions orales sans débat • Questions sur une thématique ministérielle 	12 4 0
Examen des textes	18



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	5
<ul style="list-style-type: none"> • Dont conventions 	0
Nombre de propositions de loi	13
Nombre de propositions de résolution	4
TOTAL Textes examinés	22

⁴⁴ Voir annexe X.

⁴⁵ Voir annexe XI.

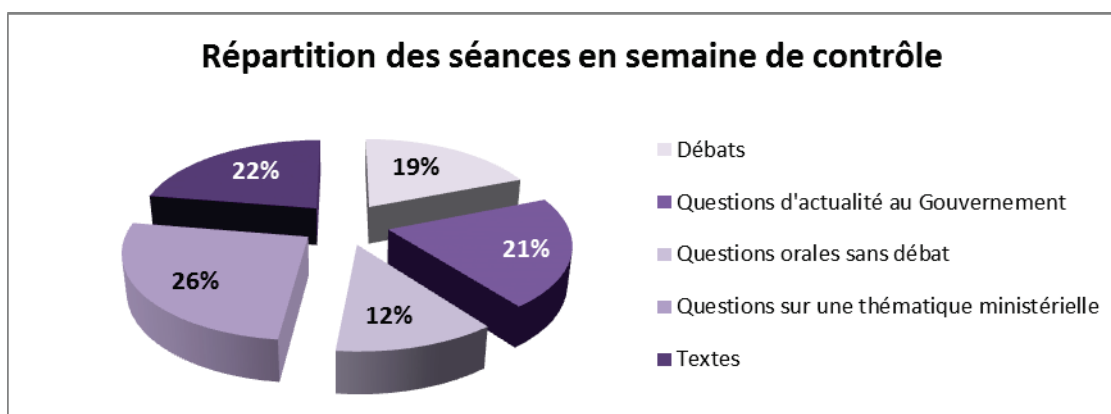
⁴⁶ Déclaration en application de l'article 35 de la Constitution sur l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien.

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al.4C.⁽⁴⁷⁾ ⁽⁴⁸⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
37	117 h 50

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	11 ⁽⁴⁹⁾
Déclarations	0
Questions	28
<ul style="list-style-type: none"> • Questions d'actualité au Gouvernement • Questions orales sans débat • Questions sur une thématique ministérielle 	12 7 15 ⁽⁵⁰⁾
Examen des textes	13



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	6
<ul style="list-style-type: none"> • Dont conventions 	0
Nombre de propositions de loi	0
Nombre de propositions de résolution	0
TOTAL Textes examinés	6

⁴⁷ Voir annexe X.

⁴⁸ Voir annexe XI.

⁴⁹ 12 débats en séance publique.

⁵⁰ 17 thématiques ministérielles.

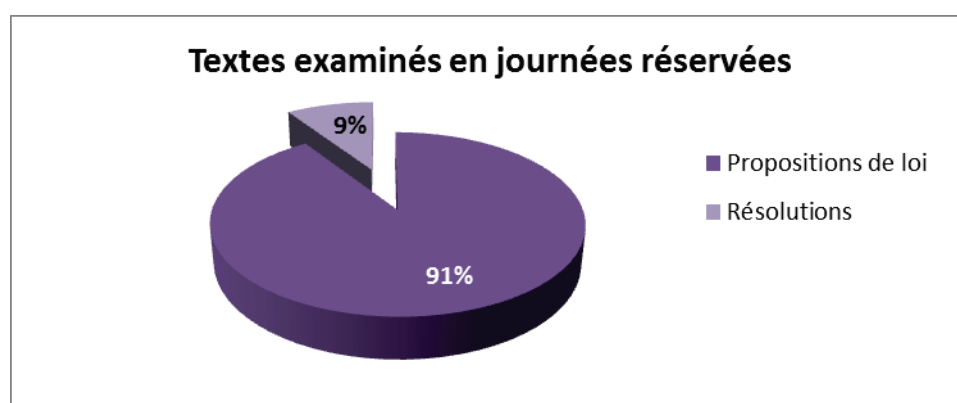
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l’initiative d’un groupe d’opposition ou minoritaire en application de l’article 48, al 5C. ⁽⁵¹⁾⁽⁵²⁾

Nombre de séances	Nombre d’heures de séance
20	73 h 40

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	0
Questions	0
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Questions d’actualité au Gouvernement</i> • <i>Questions orales sans débat</i> • <i>Questions sur une thématique ministérielle</i> 	-
Examen des textes	20

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	0
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Dont conventions</i> 	-
Nombre de propositions de loi	39
Nombre de propositions de résolution	4
TOTAL Textes examinés	43



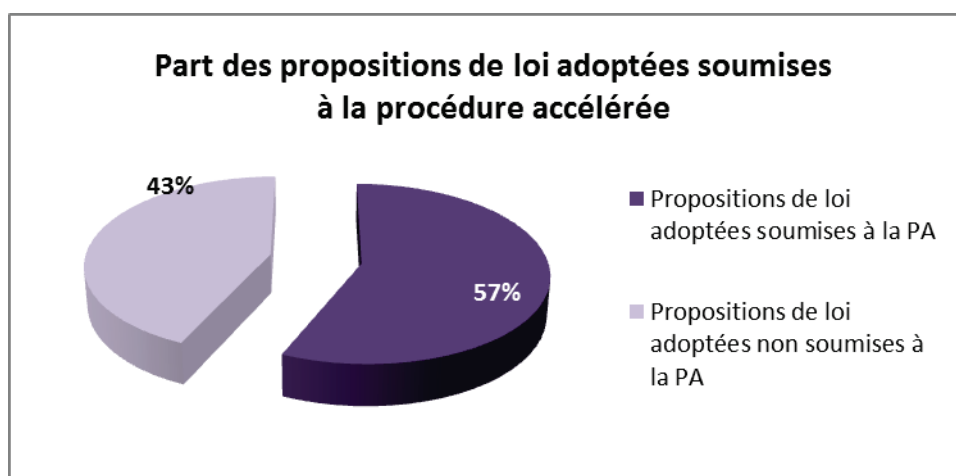
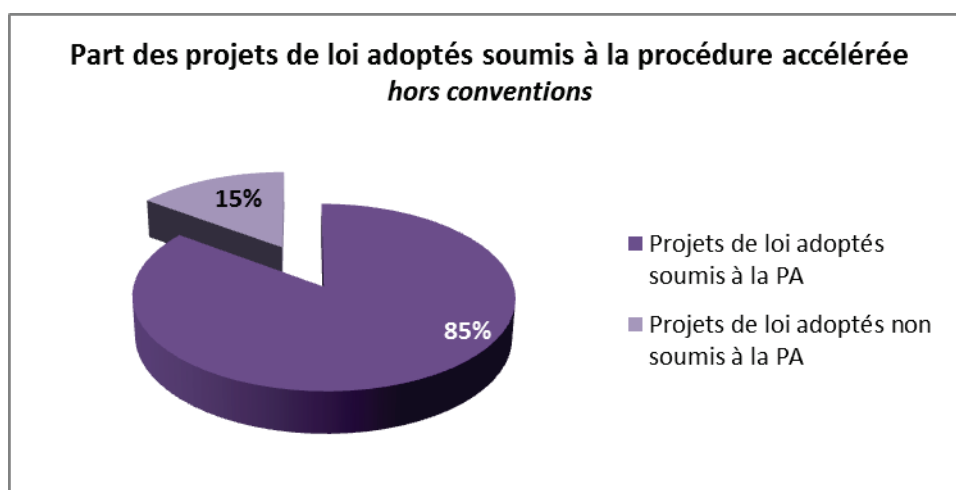
⁵¹ Voir annexe X.

⁵² Voir annexe XI.

4.2. Procédures accélérées ⁽⁵³⁾

Engagées sur projets de loi	27
• <i>Dont conventions</i>	7
Engagées sur propositions de loi	17
TOTAL	44

Projets de loi adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée	32
• <i>Dont conventions</i>	9
Propositions de loi adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	17
Pourcentage des textes adoptés soumis à la procédure accélérée	45 %



⁵³ Voir annexe XII.

4.3. Procédures d'examen simplifié (art. 103R.) ⁽⁵⁴⁾

Projets ayant fait l'objet d'une demande	44
Oppositions ⁽⁵⁵⁾	2
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	42

4.4. Temps législatif programmé (art.49-5R.)

Aucun texte de loi n'a fait l'objet, sur la période, d'un examen en séance selon la procédure du temps législatif programmé.

4.5. Motions de procédure (art. 91R., 122R. et 128R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	27	6	9
Renvoi en commission	21	6	2
Motion référendaire	0	-	-
Demande d'ajournement	0	-	-

4.6. Secondes délibérations

Demandes :	
• du Gouvernement	14
• d'une commission	0
• d'un député	0

⁵⁴ Voir annexe XIII.

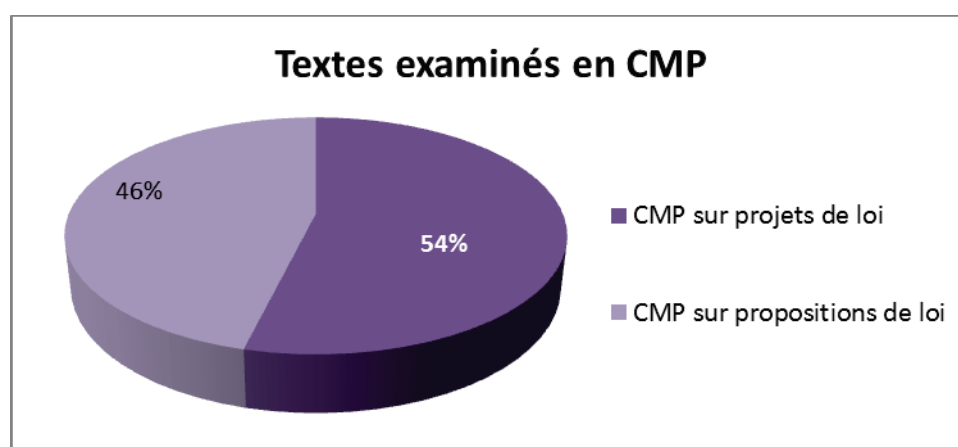
⁵⁵ Pour le projet portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises (opposition le 28/06/2016 en Conférence des Présidents).

Pour le projet de loi portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil en vue de l'établissement d'un régime spécial transfrontalier concernant des produits de subsistance entre les localités de Saint-Georges de l'Oyapock (France) et Oiapoque (Brésil) (opposition le 28/06/2016 en Conférence des Présidents).

4.7. Commissions mixtes paritaires ⁽⁵⁶⁾

4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture <i>(procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)</i>	18	15	33
Après deuxième lecture	3	3	6
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	21	18	39

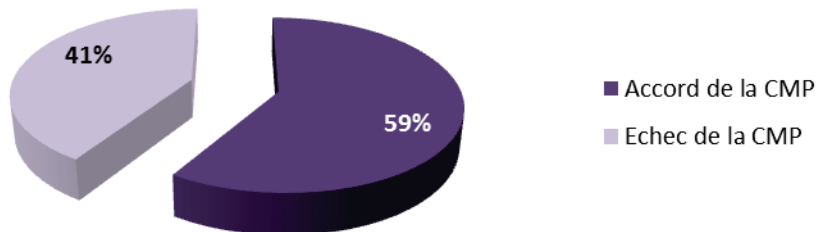


4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires

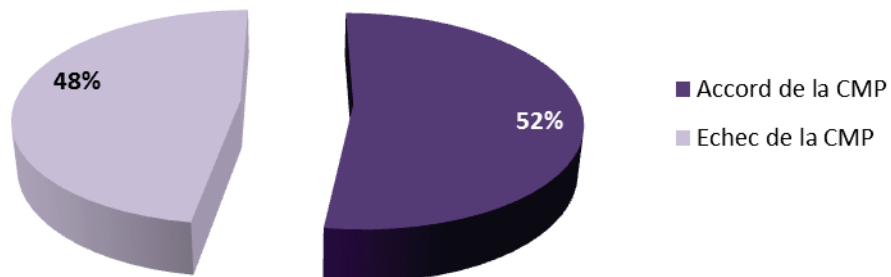
	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	11	12	23
Echec	10	6	16
TOTAL	21	18	39

⁵⁶ Voir annexe XIV.

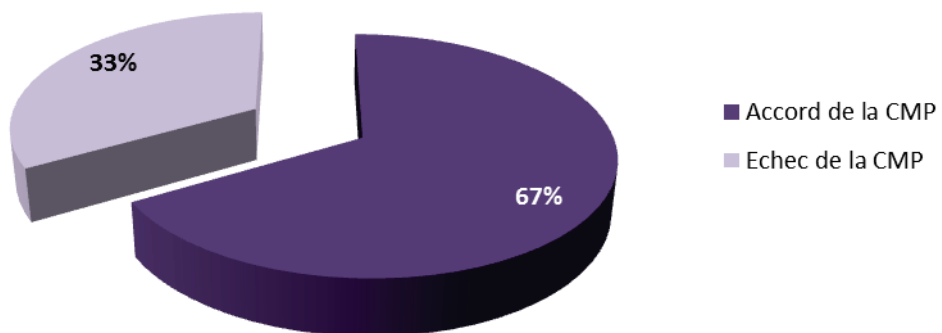
Issue des commissions mixtes paritaires



Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	11	12	23
• Avec amendements	6	5	11
• Sans amendement	5	7	12

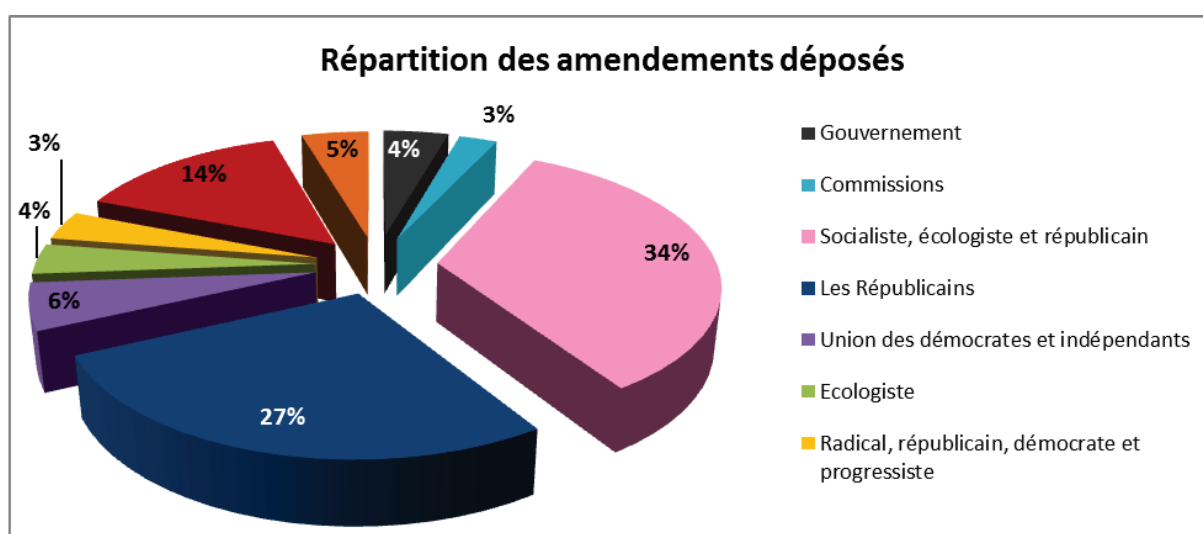
4.7.4. Echec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

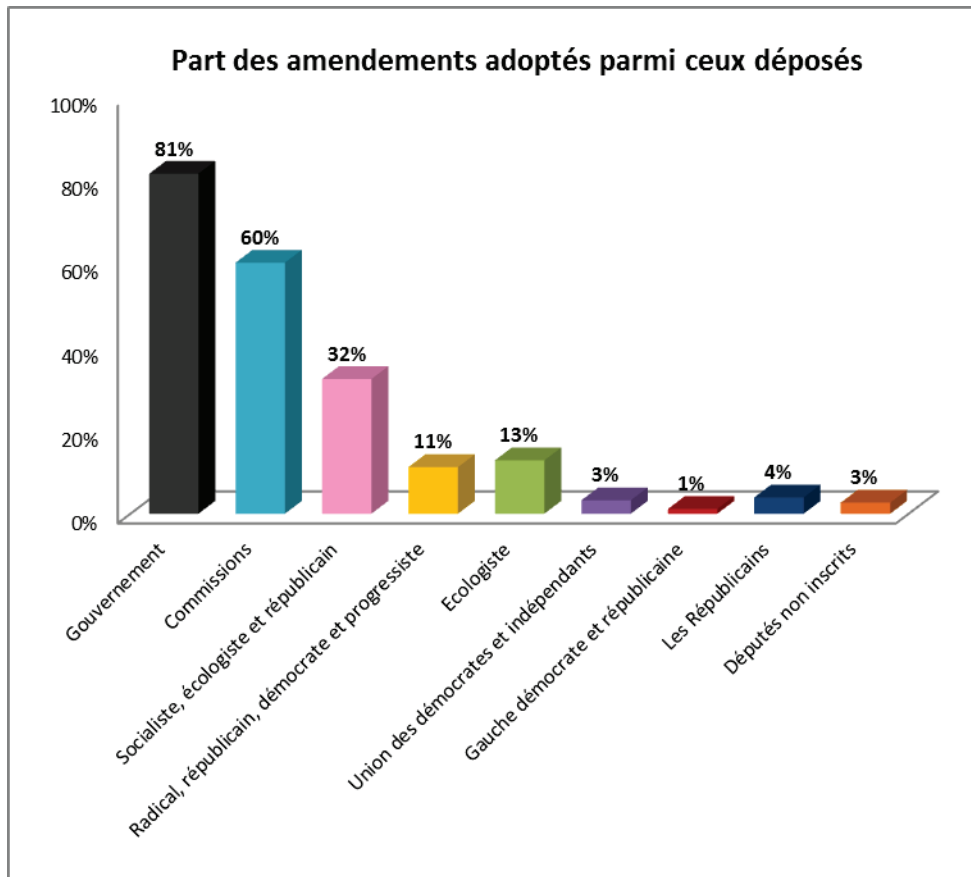
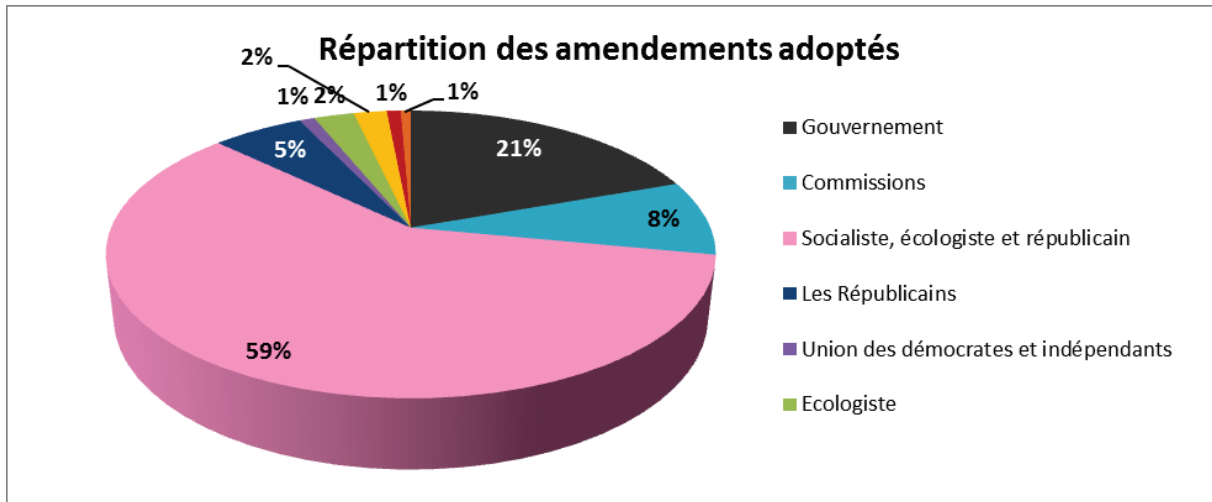
	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• Dernier texte de l'AN avec amendements	0	0	0
• Dernier texte de l'AN sans amendement	9	5	14
• Texte CMP	0	0	0
Textes restant en instance au 30 septembre 2016	1	1	2
TOTAL	10	6	16

4.8. Amendements

4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

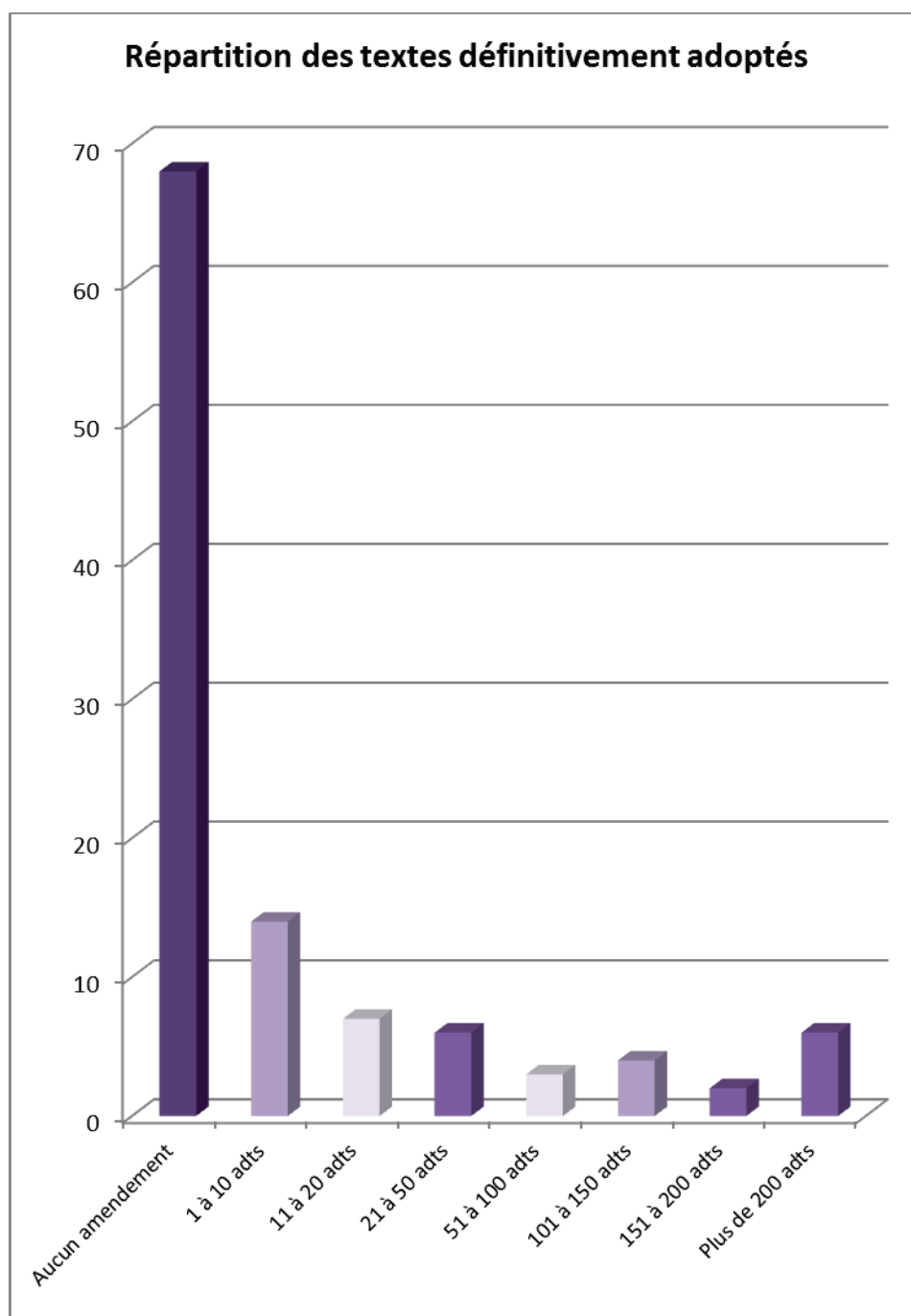
Amendements transmis à la Présidence		Déposés	Irrecevables au titre de l'art.40C	Recevables	Retirés avant discussion	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
Gouvernement		1 032		1 032	101	840	81,4 %
Commissions		604	6	598	62	363	60,1 %
Députés (auteur ou premier signataire)	Socialiste, écologiste et républicain	7 864	290	7 574	817	2 536	32,2 %
	Les Républicains	6 354	361	5 993	577	248	3,9 %
	Union des démocrates et indépendants	1 307	71	1 236	130	42	3,2 %
	Ecologiste (jusqu'au 20 mai 2016)	853	22	831	78	109	12,8 %
	Radical, républicain, démocrate et progressiste	817	37	780	62	91	11,1 %
	Gauche démocrate et républicaine	3 361	67	3 294	131	37	1,1 %
	Députés non inscrits	1 064	38	1 026	120	28	2,6 %
TOTAL		23 256	892	22 364	2 078	4 294	18,5 %





4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés (⁵⁷)	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	68 (⁵⁸)	14	7	6	3	4	2	6	110



⁵⁷ Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁵⁸ Dont 54 conventions internationales.

4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session ^{(59)(60)(61)}

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	1	915	309	895	134
	Propositions	2	80	58	56	22
Affaires économiques	Projets	3	32	23	13	2
	Propositions	1	17	14	3	0
Affaires étrangères	Projets	54 ⁽⁶²⁾	0	0	0	0
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	3	4 524	1 292	10 787	1 494
	Propositions	3	501	189	1 827	141
Défense	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	1	0	0	36	13
Développement durable	Projets	2	2 202	868	3 119	584
	Propositions	5	304	147	389	174
Finances	Projets	1	2	1	4	2
	Propositions	1	13	11	15	11
Lois	Projets	13	2 627	1 108	2 795	589
	Propositions	16	284	145	234	58
Spéciales	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	1	151	92	122	36

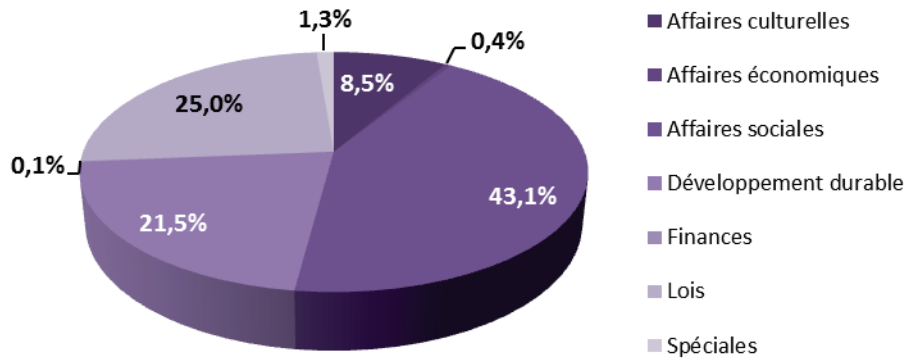
⁵⁹ Voir aussi annexe IX.

⁶⁰ Ces nombres concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

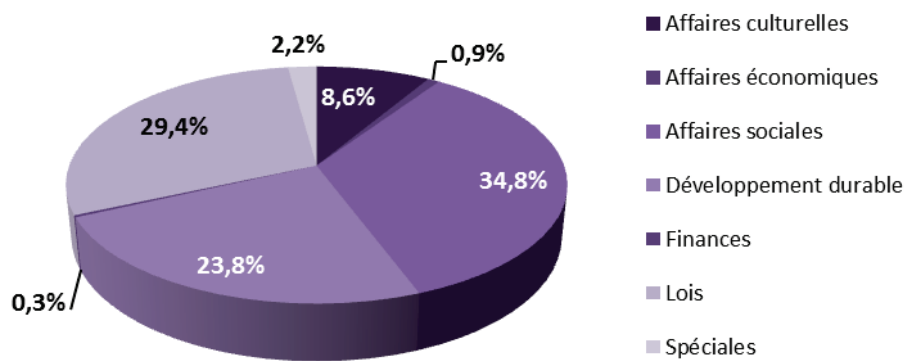
⁶¹ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

⁶² Dont 54 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

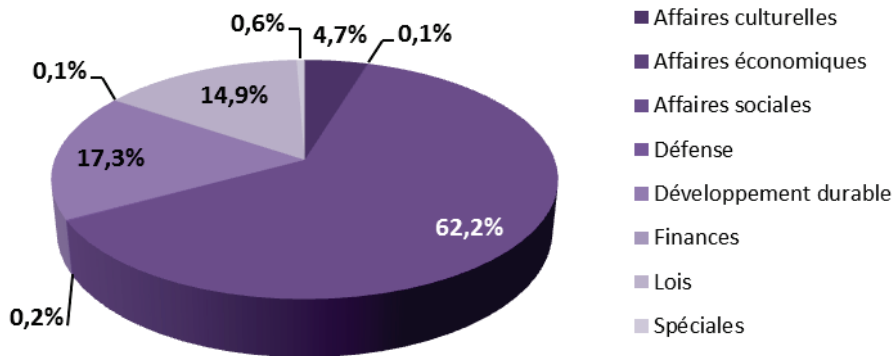
Répartition des amendements déposés en commission



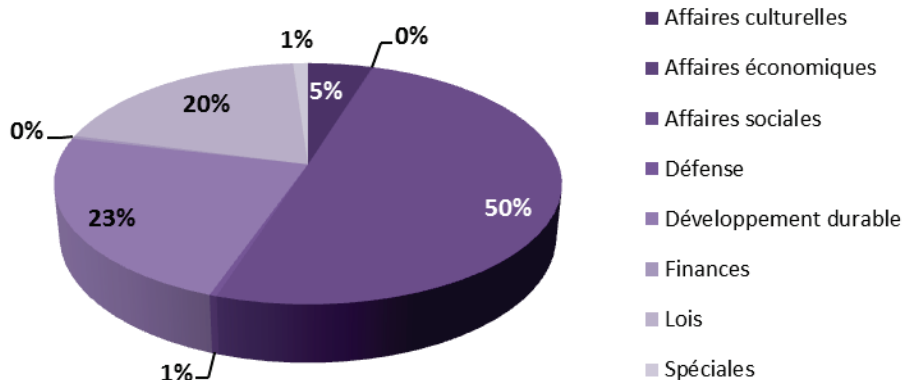
Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en séance



4.9. Votes bloqués

- Nombre de demandes ⁽⁶³⁾	3
--------------------------------------	---

4.10. Scrutins publics

- Solennels <i>(décidés en Conférence des Présidents en application de l'art.65-1 du Règlement)</i> ⁽⁶⁴⁾	21
- Sur la prolongation d'une intervention des forces armées <i>(en application de l'article 35 de la Constitution)</i>	1
- Sur une déclaration du Gouvernement <i>(en application de l'article 50-1 de la Constitution)</i>	-
- Sur des motions de procédure	13
- Sur le passage à la discussion des articles	-
- Sur une demande de constitution de commission spéciale	-
- Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
- Scrutins ordinaires sur des textes	128
TOTAL	163

- A la tribune	-
- Dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁶⁵⁾ <ul style="list-style-type: none">• à l'Assemblée nationale• au Congrès du Parlement	2 2 ⁽⁶⁶⁾ -
- Scrutins secrets ⁽⁶⁷⁾	1

⁶³ Sur la proposition de loi constitutionnelle visant à rendre constitutionnel le principe d'indisponibilité du corps humain, la proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse et la proposition de loi relative au remboursement des taxes d'aéroport.

⁶⁴ Voir annexe XV.

⁶⁵ Voir annexe XV.

⁶⁶ Dont, le 12 mai 2016, vote de la motion de censure déposée par MM. Jacob et Vigier et 190 membres de l'Assemblée, en application de l'article 43, alinéa 3, de la Constitution.

⁶⁷ Election de deux juges suppléants de la Cour de justice de la République le 26 avril 2016.

4.11. Incidents de séance

- Rappels au règlement	82
- Faits personnels	1
- Sanctions disciplinaires	-
• <i>dont rappels à l'ordre</i>	-

4.12. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽⁶⁸⁾

- Application de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution	6
- Application de l'article 39 de la Constitution	-
- Application de l'article 41 de la Constitution	-
- Application de l'article 54 de la Constitution	-
- Application de l'article 59 de la Constitution	7
- Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution	8
<i>dont Lois organiques</i>	8
<i>dont Règlements des Assemblées</i>	0
- Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	9
- Application de l'article 74 et 74-1 de la Constitution	3

⁶⁸ Voir annexe XVI.

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats ⁽⁶⁹⁾

Tenus à la demande du Gouvernement <i>- dont suivis d'un vote</i>	5 1
Tenus à la demande des commissions	2
Tenus à la demande d'un groupe politique	10
Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	0
Tenus à la demande de la Conférence des Présidents	2

⁶⁹ Voir annexe XVII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6.

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽⁷⁰⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution	0
<i>dont :</i>	
<i>sur son programme</i>	0
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	0
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	3

6.2. Motions de censure

En application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	0
En application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	1

⁷⁰ Voir annexe XVIII.

7.

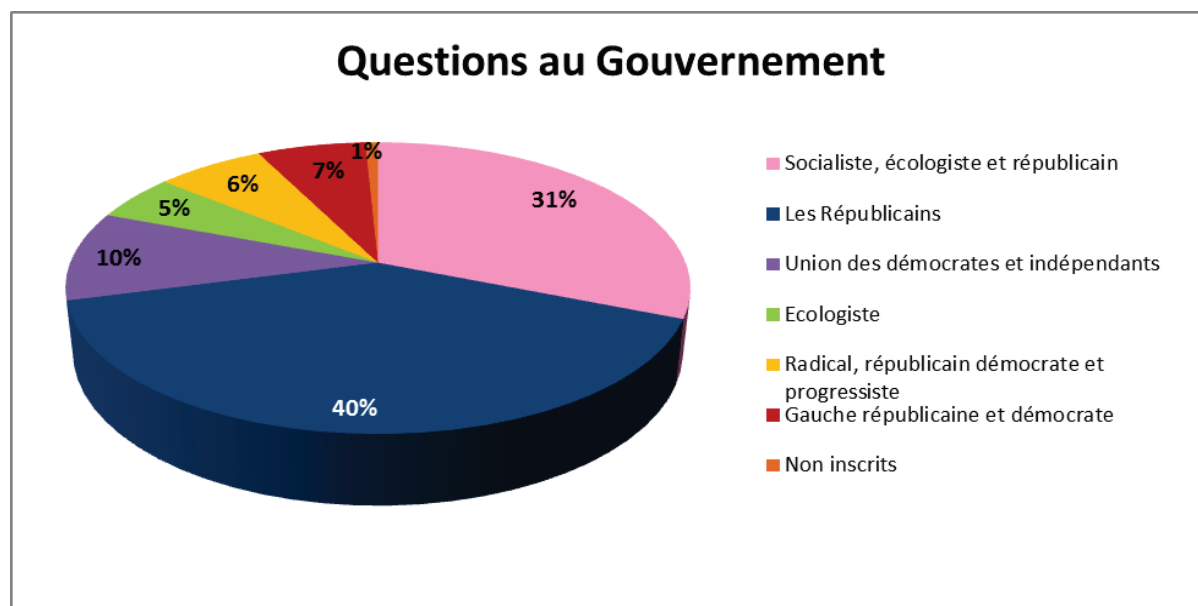
QUESTIONS

7. Questions ⁽⁷¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (68 séances)

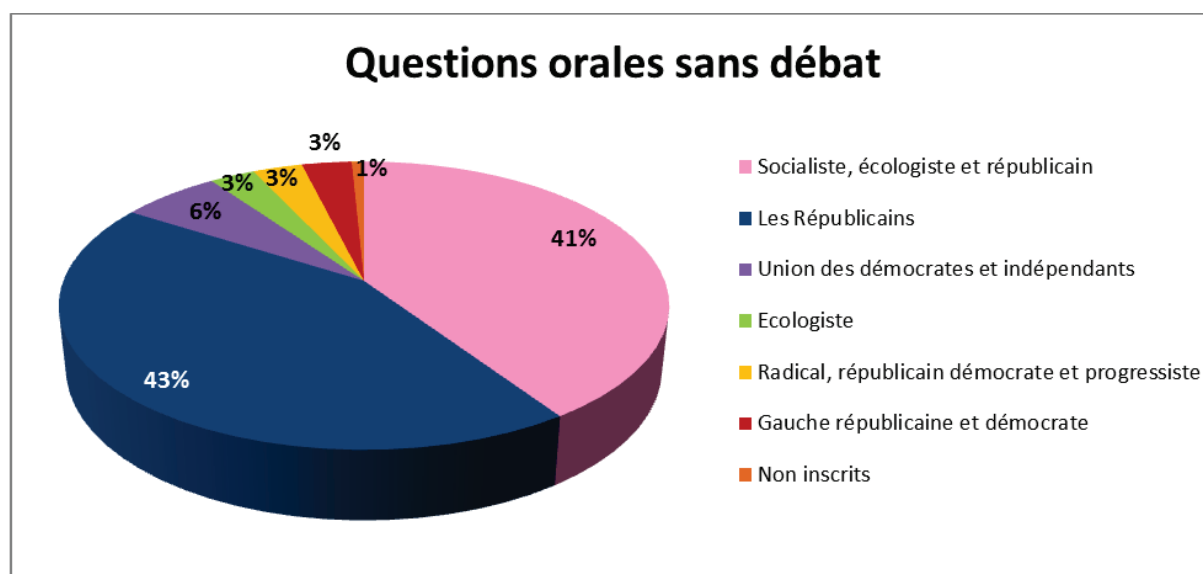
Groupes	Nombre de questions posées
Socialiste, écologiste et républicain	319
Les Républicains	408
Union des démocrates et indépendants	102
Ecologiste <i>(jusqu'au 20 mai 2016)</i>	53
Radical, républicain démocrate et progressiste	68
Gauche républicaine et démocrate	68
Non inscrits	8
Total	1 026



⁷¹ Voir annexes XIX et XX.

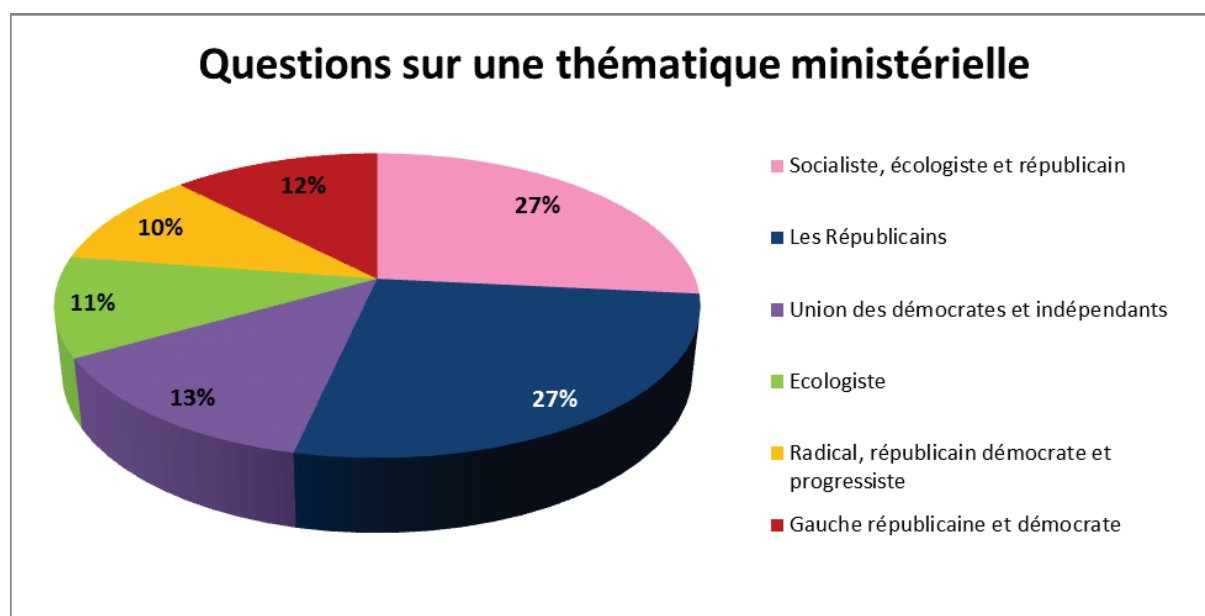
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
Socialiste, écologiste et républicain	157
Les Républicains	168
Union des démocrates et indépendants	24
Ecologiste (jusqu'au 20 mai 2016)	11
Radical, républicain démocrate et progressiste	12
Gauche républicaine et démocrate	12
Non inscrits	3
Total	387



7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (17 séances) ⁽⁷²⁾

Groupes	Nombre de questions posées
Socialiste, écologiste et républicain	80
Les Républicains	81
Union des démocrates et indépendants	40
Ecologiste (jusqu'au 20 mai 2016)	32
Radical, républicain démocrate et progressiste	31
Gauche républicaine et démocrate	37
Non inscrits	0
Total	301

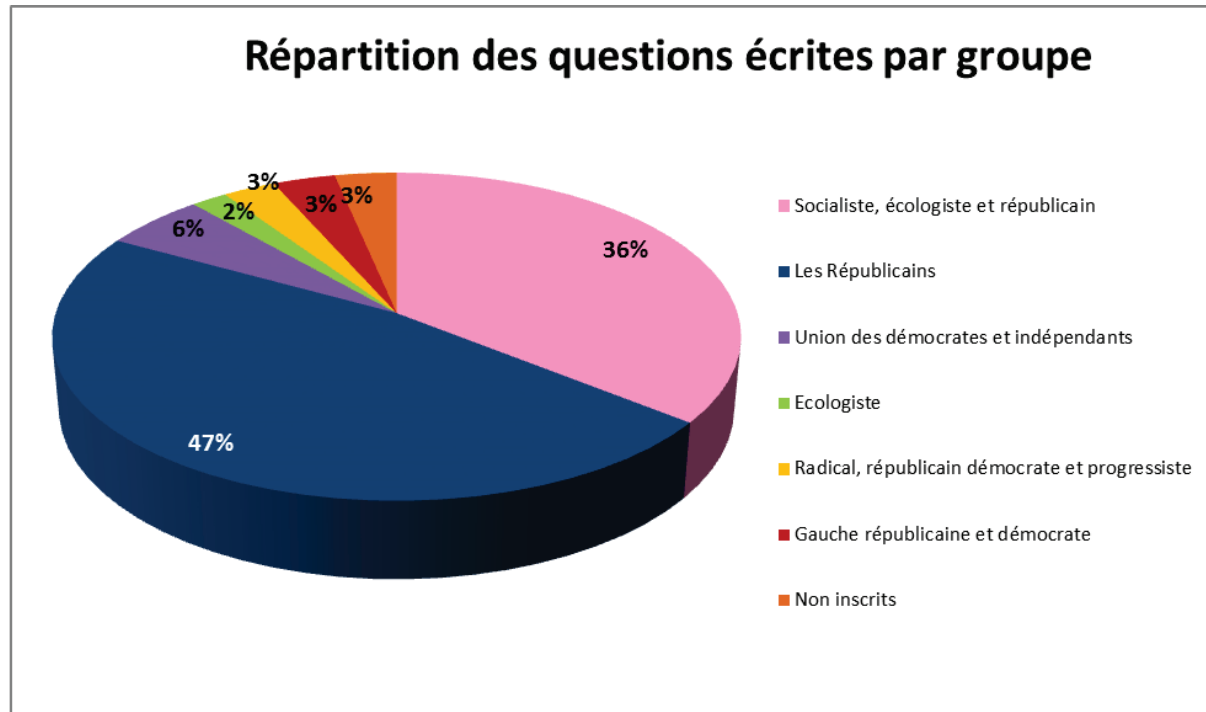


⁷² Voir annexe XIX.

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses ⁽⁷³⁾

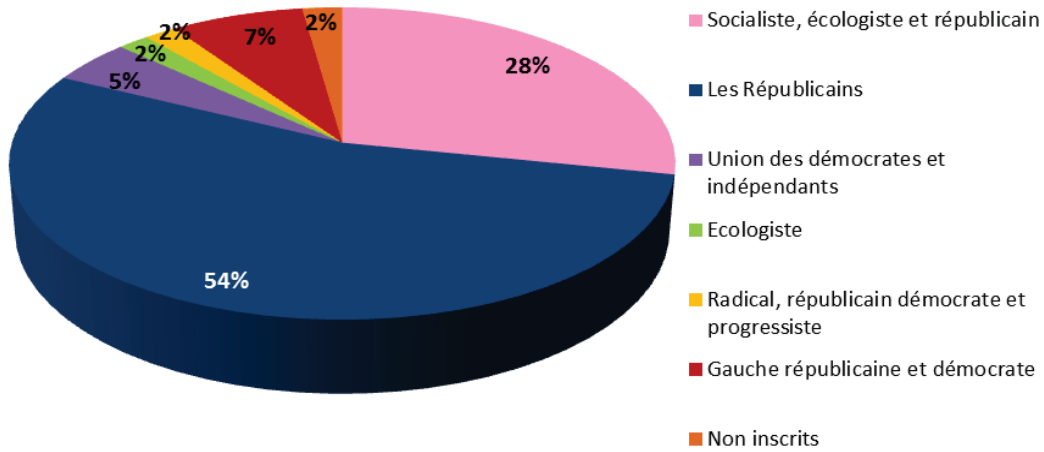
Groupes	Nombre de questions ⁽⁷⁴⁾	Nombre de réponses
Socialiste, écologiste et républicain	3 489	3 870
Les Républicains	4 628	7 419
Union des démocrates et indépendants	540	624
Ecologiste (jusqu'au 20 mai 2016)	191	239
Radical, républicain démocrate et progressiste	279	248
Gauche républicaine et démocrate	327	1 003
Non inscrits	326	303
Total	9 780	13 706



⁷³ Voir annexe XX

⁷⁴ La Conférence des Présidents du mardi 9 juin 2015 a fixé à 52 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016.

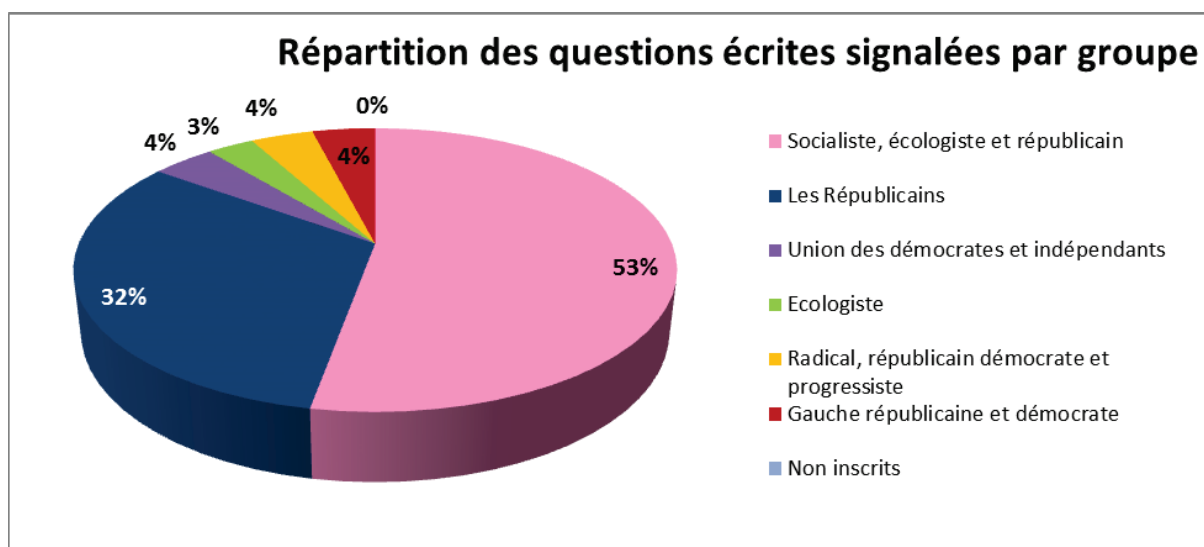
Répartition des réponses obtenues par groupe

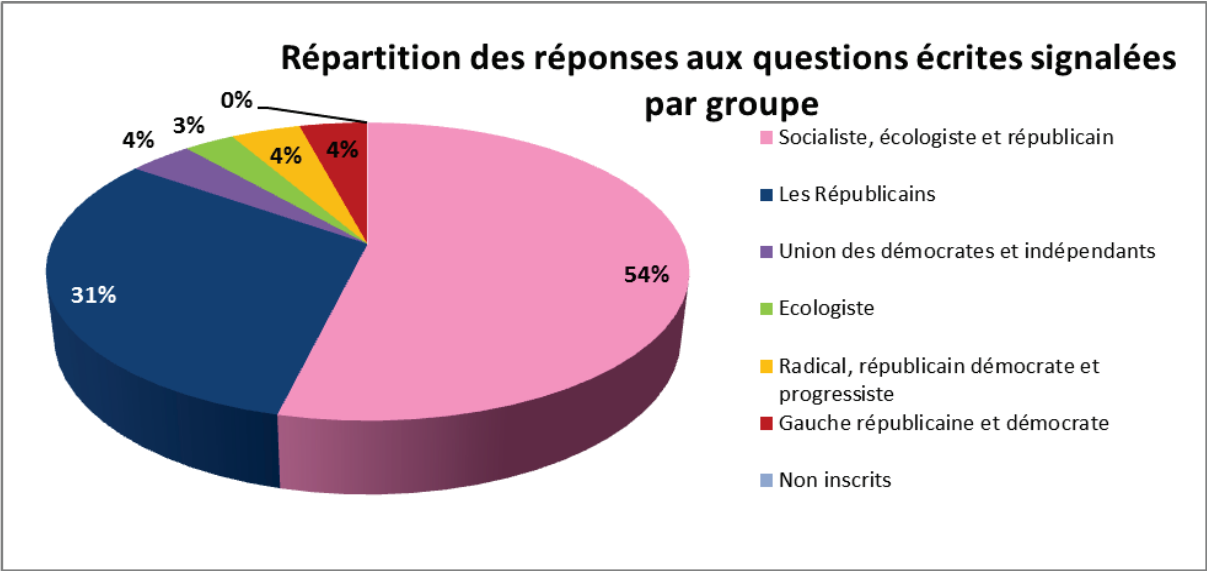


7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées (35 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
Socialiste, écologiste et républicain	460	408
Les Républicains	279	236
Union des démocrates et indépendants	35	29
Ecologiste (jusqu'au 20 mai 2016)	26	23
Radical, républicain démocrate et progressiste	35	32
Gauche républicaine et démocrate	35	31
Non inscrits	0	0
Total	870	759





ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	J.O. L.D.	Circonscription
Démission le 13 janvier 2016	M. Xavier Bertrand	-	13.01.2016	Aisne (2e)
Démission le 20 janvier 2016	Mme Valérie Pécresse	-	22.01.2016	Yvelines (2e)
Démission le 27 janvier 2016	M. Gérard Darmanin	-	28.01.2016	Nord (10e)
Nomination au Gouvernement le 27 janvier 2016 et remplacement le 28 février 2016	M. Jean-Jacques Urvoas	Mme Marie-Thérèse Le Roy	01.03.2016	Finistère(1e)
Nomination au Gouvernement le 11 février 2016 et remplacement le 12 mars 2016	M. Jean-Marc Ayrault	-	13.03.2016	Loire-Atlantique (3e)
Nomination au Gouvernement le 11 février 2016 et remplacement le 12 mars 2016	Mme Ericka Bareigts	M. Philippe Naillet	13.03.2016	La Réunion (1e)
Nomination au Gouvernement le 11 février 2016 et remplacement le 12 mars 2016	Mme Estelle Grelier	M. Jacques Dellerie	13.03.2016	Seine-Maritime (9e)
Nomination au Gouvernement le 11 février 2016 et remplacement le 12 mars 2016	Mme Hélène Geoffroy	M. Renaud Gauquelin	13.03.2016	Rhône (7e)
Nomination au Gouvernement le 11 février 2016 et remplacement le 12 mars 2016	Mme Barbara Pompili	M. Romain Joron (SER)	13.03.2016	Somme (2e)
Démission le 3 mars 2016	M. Armand Jung	-	04.03.2016	Bas-Rhin (1e)
Décès le 3 mars 2016	Mme Sophie Dessus	M. Alain Ballay	08.03.2016	Corrèze (1e)
Démission le 10 mars 2016	M. Étienne Blanc	-	11.03.2016	Ain (3e)
Fin de fonctions gouvernementales le 11 février 2016	M. Gwenegau Bui	Mme Marylise Lebranchu	13.03.2016	Finistère (4e)
Fin de fonctions gouvernementales le 11 février 2016	M. Jacques Moignard	Mme Sylvia Pinel	13.03.2016	Tarn-et-Garonne (2e)
Elections partielles des 13 et 20 mars 2016	M. Xavier Bertrand	M. Julien Dive	22.03.2016	Aisne (2e)
Elections partielles des 13 et 20 mars 2016	Mme Valérie Pécresse	M. Pascal Thévenot	22.03.2016	Yvelines (2e)
Elections partielles des 13 et 20 mars 2016	M. Gérard Darmanin	M. Vincent Ledoux	22.03.2016	Nord (10e)
Démission le 30 mars 2016	M. Christian Estrosi		01.04.2016	Alpes-Maritimes (5e)
Décès le 15 avril 2016	Mme Anne Grommerch	M. Patrick Weiten	22.04.2016	Moselle (9e)
Elections partielles des 17 et 24 avril 2016	M. Jean-Marc Ayrault	Mme Karine Daniel	26.04.2016	Loire-Atlantique (3e)

Elections partielles des 22 et 29 mai 2016	M. Christian Estrosi	Mme Marine Brenier	31.05.2016	Alpes-Maritimes (5e)
Elections partielles des 22 et 29 mai 2016	M. Armand Jung	M. Eric Elkouby	31.05.2016	Bas-Rhin (1e)
Elections partielles des 5 et 12 juin 2016	M. Etienne Blanc	Mme Stéphanie Pernod Beaudon	14.06.2016	Ain (3e)
Démission le 20 juillet 2016	M. Hervé Morin	-	22.07.2016	Eure (3e)
Démission le 21 juillet 2016	M. Bernard Roman	-	22.07.2016	Nord (1e)
Démission le 17 août 2016	M. François Sauvadet	-	18.08.2016	Côte-d'Or (4e)
Fin de fonctions gouvernementales le 30 août 2016	Mme Fanélie Carrey-Conte	Mme George Pau-Langevin	02.10.2016	Paris (15e)

3 sièges étaient vacants au 30 septembre 2016.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Pascal Terrasse (Socialiste, écologiste et républicain)	Premier ministre	Économie collaborative	9 octobre 2015 7 avril 2016
M. Pascal Deguilhem (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre de l'éducation nationale Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports	Pratique d'une activité physique et sportive pour les élèves et les étudiants	22 octobre 2015 20 avril 2016
M. Régis Juanico (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre de l'éducation nationale Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports	Pratique d'une activité physique et sportive pour les élèves et les étudiants	22 octobre 2015 20 avril 2016
M. Christophe Sirugue (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	Réforme des minima sociaux	31 octobre 2015 29 avril 2016
M. Yves Blein (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre des finances et des comptes publics Secrétaire d'État chargé du budget	La qualification d'intérêt général pour l'application du droit fiscal aux organismes recevant des dons	27 novembre 2015 25 mai 2016
M. Rudy Salles (Union des démocrates et indépendants)	Secrétaire d'État chargée du numérique	Cadre législatif et réglementaire favorisant le développement en France des compétitions de jeux vidéo	19 janvier 2016 17 juillet 2016
Mme Geneviève Fioraso (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministre de la défense Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique Secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche	Orientations susceptibles de renforcer la puissance et la compétitivité de la filière spatiale française	21 janvier 2016 19 juillet 2016
M. Jean-Jacques Vlody (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre des outre-mer	Proposer des solutions pour favoriser le développement économique, social et éducatif des outre-mer	30 janvier 2016 28 juillet 2016
Mme Chantal Guittet (Socialiste, écologiste et républicain)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Pérennisation du modèle de la Société nationale de sauvetage en mer	30 janvier 2016 28 juillet 2016
Mme Valérie Fourneyron (Socialiste, écologiste et républicain)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Renforcement de l'attractivité et de la compétitivité des principales portes d'entrée maritime françaises	30 janvier 2016 28 juillet 2016
M. François-Michel Lambert (Socialiste, écologiste et républicain)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Renforcement de l'attractivité et de la compétitivité des principales portes d'entrée maritime françaises	30 janvier 2016 28 juillet 2016

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Laurent Grandguillaume (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Evolution de la réglementation s'agissant des conditions d'exercice de l'activité de taxi, de voitures de transport avec chauffeur (VTC) et d'intermédiaires afin de garantir une concurrence saine et loyale	12 mars 2016 13 juin 2016
M. Patrick Vignal (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports Secrétaire d'État chargé des sports	Etude de la pratique des « combats mixtes » (MMA) en France	8 avril 2016 6 octobre 2016
M. Christophe Bouillon (Socialiste, écologiste et républicain)	Secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger	Identification des leviers à actionner pour dynamiser le tourisme des seniors	18 juin 2016 16 décembre 2016
Mme Françoise Descamps-Crosnier (Socialiste, écologiste et républicain)	Premier ministre	Égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique en matière de rémunération et de promotion	2 juillet 2016 <i>En cours</i>
Mme Sandrine Doucet (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministre de la culture et de la communication Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports	Valorisation et évaluation de la mise en œuvre des pratiques artistiques et culturelles au profit des projets éducatifs territoriaux (PEDT) des écoles en quartiers prioritaires, en lien avec les associations locales, par le biais de contrats de ville	29 juillet 2016 <i>En cours</i>
Mme Joëlle Huillier (Socialiste, écologiste et républicain)	Ministre des affaires sociales et de la santé Secrétaire d'État chargée des personnes âgées et de l'autonomie	Évolution des modalités d'accompagnement des personnes en perte d'autonomie	16 novembre 2016 <i>En cours</i>
M. Luc Belot (Socialiste, écologiste et républicain)	Premier ministre	Avenir de la ville intelligente en France	16 novembre 2016 <i>En cours</i>

Annexe III

Commissions élargies (PLF 2016) – temps passé en commissions élargies : répartition par mission budgétaire et par commission permanente

Commissions élargies	Durée	Fin	Aff cult	Aff éco	Aff étr	Aff soc	Déf	Dév dur	Lois
Aide publique au développement	01:15	*			*				
Enseignement scolaire	02:45	*	*						
Recherche et enseignement supérieur	03:00	*	*	*				*	
Défense	03:15	*			*		*		
Justice	02:30	*							*
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	01:45	*							
Immigration, asile et intégration	02:30	*			*				*
Action extérieure de l'État	02:15	*	*	*	*				
Sport, jeunesse et vie associative	01:45	*	*						
Administration générale et territoriale de l'État	01:45	*							*
Outre-mer	03:00	*							*
Solidarité, insertion et égalité des chances	02:15	*				*			
Égalité des territoires et logement	02:15	*		*		*			
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	03:15	*		*					
Sécurités	02:00	*							*
Économie	03:30	*		*	*				
Conseil et contrôle de l'État	01:00	*							
Engagements financiers de l'État	01:00	*							
Travail et emploi	02:00	*				*			
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	02:00	*							*
Culture	04:00	*	*						
Santé	01:45	*				*			
Politique des territoires	02:15	*		*				*	
Relations avec les collectivités territoriales	02:45	*							
Écologie, développement et mobilité durables	04:30	*		*				*	
Total	60:15	60:15	13:45	21:00	12:45	08:15	03:15	09:45	13:45

Annexe IV ⁽⁷⁵⁾

Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La transparence et la gestion de la dette publique	10	16 h 45	1	28	N° 3936 6 juillet 2016
Les programmes d'investissements d'avenir (PIA) finançant la transition écologique	8	15 h 15	0	26	N° 3867 22 juin 2016
La formation continue et la gestion des carrières dans la haute fonction publique	11	11 h 30	1	38	N° 3809 8 juin 2016

Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire par certaines mutuelles	4	4 h 45	-	22	N° 3316 9 décembre 2015
L'hospitalisation à domicile	12	21 h 30	-	62	N° 3977 19 juillet 2016
Les données personnelles de santé gérées par l'assurance maladie	1	1 h 00	-	5	<i>En cours</i>

⁷⁵ Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.

Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Application de la loi croissance, activité et égalité des chances économiques	Commission spéciale	06/10/2015	10	15 h 30	6	2	N° 3596 22 mars 2016 (rapport d'étape)
Application de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte	- Affaires économiques - Développement durable - Finances	14/01/2015	35	60 h 45	-	155	N° 3097 30 septembre 2015

Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	14/10/2014	11/02/2015	2	3 h 15	-	4	<i>En cours</i>
Paritarisme	23/06/2015	16/09/2015	25	70 h 00	-	122	N° 3829 8 juin 2016
Offre automobile française dans une approche industrielle, énergétique et fiscale	06/10/2015	20/10/2015	46	59 h 30	2	124	N° 4109 12 octobre 2016
Moyens de Daech	01/12/2015	16/12/2015	38	59 h 30	-	62	N° 3964 13 juillet 2016
Suites du référendum britannique et suivi des négociations	28/06/2016	20/07/2016	5	4 h 30	1	3	<i>En cours</i>
Relations politiques et économiques entre la France et l'Azerbaïdjan au regard des objectifs français de développement de la paix et de la démocratie au Sud Caucase	05/07/2016	04/10/2016	0	0 h 00	<i>En cours</i>	<i>En cours</i>	<i>En cours</i>

Annexe V

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
04.12.2015	Président de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	M. Pascal Brice	Lois	Favorable (18 pour, 1 abstention)	28.12.2015 JO 29.12.2015
15.12.2015	Président du conseil d'administration de La Poste	Philippe Wahl	Affaires économiques	Favorable (38 voix pour, 1 contre) JO du 14.01.2016	21.01.2016 JO 22.01.2016
15.01.2016	Présidente du collège de la Haute autorité de santé	Mme Agnès Buzyn	Affaires sociales	Favorable (32 pour, 0 contre) JO du 04.02.2016	03.03.2016 JO 05.03.2016
10.02.2016	Membre et Président du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de la République)	M. Laurent Fabius	Lois	Favorable (20 pour, 1 contre) JO du 19.02.2016	19.02.2016 JO 20.02.2016
05.02.2016	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	Mme Corinne Luquiens	Lois	Favorable (18 pour, 0 contre) JO du 19.02.2016	18.02.2016 JO 20.02.2016
04.03.2016	Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	M. Jean-Christophe Niel	Développement durable	Favorable (27 pour) JO du 25.03.2016	20.04.2016 JO 22.04.2016
27.04.2016	Directeur général de l'Agence française de développement	M. Rémy Rioux	Affaires étrangères	Favorable (37 pour, 1 nul)	25.05.2016 JO 26.05.2016
11.05.2016	Président délégué du directoire de la SNCF	M. Patrick Jeantet	Développement durable	Favorable (25 pour, 1 abstention)	25.05.2016 JO 26.05.2016
05.07.2016	Président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)	M. Philippe Mauguin	Affaires économiques	Favorable (39 pour, 25 contre) JO du 14.07.2016	20.07.2016 JO 21.07.2016
11.07.2016	Président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER)	M. Bernard Roman	Développement durable	Favorable (25 pour, 1 contre) JO du 21.07.2016	02.08.2016 JO 03.08.2016
28.09.2016	Présidente de l'Autorité de la concurrence	Mme Isabelle de Silva	Affaires économiques	Favorable (26 pour, 1 contre) JO du 13.10.2016	14.10.2016 JO 15.10.2016

Annexe VI

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet et numéro de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
sur le programme européen de sécurité	n° 3289 01.12.2015	Lois	31.12.2015
relative au Conseil européen des 17 et 18 décembre 2015	-	Affaires étrangères	01.01.2016
sur la gouvernance de la zone euro	n° 3232 18.11.2015	Finances	03.01.2016
sur l'accord interinstitutionnel "mieux légiférer"	n° 3234 18.11.2015	Affaires étrangères	03.01.2016
relative au cycle de vie des produits et à l'économie des ressources	-	Développement durable	21.01.2016
proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures structurelles améliorant la résilience des établissements de crédit de l'Union européenne	-	Finances	25.01.2016
sur la révision des procédures de mesure des émissions de polluants atmosphériques automobiles	n° 3395 13.01.2016	Développement durable	26.02.2016
relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instaurant un mécanisme européen d'autocertification, dans le cadre du devoir de diligence relatif aux chaînes d'approvisionnement, pour les importateurs responsables d'étain, de tantale, de tungstène, de leurs minerais et d'or originaires de zones de conflit ou à haut risque	n° 3449 27.01.2016	Développement durable	16.03.2016
sur la réforme de la loi électorale européenne	n° 3594 22.03.2016	Lois	12.05.2016
relative au maintien de la réglementation viticole	n° 3671 06.04.2016	Affaires économiques	20.05.2016
sur la protection du droit d'auteur dans l'Union européenne	n° 3712 03.05.2016	Affaires culturelles	03.06.2016
sur la proposition de directive relative aux armes à feu	n° 3591 26.04.2016	Lois	11.06.2016

sur la mise en œuvre du plan Juncker	n° 3714 03.05.2016	Finances	19.06.2016
sur la proposition de règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes (COM(2015) 671 final)	n° 3738 11.05.2016	Lois	28.06.2016
sur l'accord de protection des données personnelles "Bouclier de protection" entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne	n° 3740 11.05.2016	Lois	28.06.2016
sur le paquet anti-évitement fiscal de la Commission européenne (COM(2016) 23 final), (COM(2016) 24 final), (COM(2016) 25 final), (COM(2016) 26 final), (COM(2016) 198 final)	n° 3751 17.05.2016	Finances	06.07.2016
sur la nouvelle stratégie européenne globale en matière de politique étrangère et de sécurité commune	n° 3827 08.06.2016	Défense	26.07.2016
sur le plan d'action pour l'économie circulaire et les quatre propositions révisant le cadre législatif relatif aux déchets (COM(2015) 593 à 596 final) présentés par la Commission européenne le 2 décembre 2015	n° 3857 21.06.2016	Développement durable	06.08.2016
sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs (COM(2016) 128 final)	n° 3884 28.06.2016	Affaires sociales	13.08.2016
sur la stratégie européenne pour l'aviation présentée par la Commission européenne le 7 décembre 2015 (COM(2015) 613 final)	n° 3887 28.06.2016	Développement durable	13.08.2016

Annexe VII

Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
Moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme	Les Républicains	26.01.2016 (Conférence des Présidents, droit de tirage)	09.02.2016	N° 3922 M. Sébastien Pietrasanta (SER) 05.07.2016
Conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français	Radical, républicain, démocrate et progressiste	22.03.2016 (Conférence des Présidents, droit de tirage)	06.04.2016	N° 4038 M. Jean-Yves Caultet (SER) 20.09.2016
Fibromyalgie	Gauche démocrate et républicaine	10.05.2016 (Conférence des Présidents, droit de tirage)	24.05.2016	N° 4110 M. Patrice Carvalho (GDR) 12.10.2016
Conditions d'octroi d'une autorisation d'émettre à la chaîne Numéro 23 et de sa vente	Socialiste, écologiste et républicain	13.06.2016 (adoption en séance, semaine de l'Assemblée)	21.06.2016	<i>Non remis au 30.09.2016</i>

Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016)

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Conséquences de la baisse des concours de l'État aux communes et aux EPCI sur l'investissement public et les services publics de proximité	14	22 h 30	2	28
Moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme	64	133 h 15	5	193
Conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français	41	65 h 00	1	92
Fibromyalgie	9	20 h 45	-	33
Conditions d'octroi d'une autorisation d'émettre à la chaîne Numéro 23 et de sa vente	21	20 h 00	-	21

Annexe VIII

Propositions de loi Assemblée nationale rejetées

1. Proposition de loi (n° 3030) visant à supprimer les freins au développement des entreprises posés depuis 2012 (1^{re} séance du jeudi 8 octobre 2015) ;
2. Proposition de loi (n° 2687) visant à modifier les dispositions relatives à l'accueil et l'habitat des gens du voyage (1^{re} séance du jeudi 8 octobre 2015) ;
3. Proposition de loi (n° 2571) visant à garantir l'isolement électronique des détenus et à renforcer les moyens du renseignement pénitentiaire (2^e séance du jeudi 8 octobre 2015) ;
4. Proposition de loi (n° 3144) proposant une nouvelle orientation de notre système de retraites (1^{re} séance du jeudi 26 novembre 2015) ;
5. Proposition de loi constitutionnelle (n° 3146) tendant à favoriser la baisse de la production de CO2 par le développement de l'effacement électrique diffus (2^e séance du jeudi 26 novembre 2015) ;
6. Proposition de loi (n° 3083) portant réforme du régime social des indépendants (1^{re} séance du jeudi 3 décembre 2015) ;
7. Proposition de loi (n° 2817) visant à financer la rénovation des casernes en activité dégradées des ministères de la défense et de l'intérieur par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (2^e séance du jeudi 3 décembre 2015) ;
8. Proposition de loi (n° 3288) relative à l'enseignement immersif des langues régionales et à leur promotion dans l'espace public et audiovisuel (3^e séance du jeudi 14 janvier 2016) ;
9. Proposition de loi (n° 3271) visant à élargir les capacités d'intervention des forces de l'ordre (2^e séance du jeudi 4 février 2016) ;
10. Proposition de loi (n° 3077) favorisant le développement régional de l'apprentissage (2^e séance du jeudi 4 février 2016) ;
11. Proposition de loi (n° 274) relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 (2^e séance du jeudi 26 mai 2016) ;
12. Proposition de loi (n° 3681) visant à garantir le revenu des agriculteurs (2^e séance du jeudi 26 mai 2016) ;
13. Proposition de loi (n° 3710) pour l'avenir de notre système de soins (1^{ere} séance du jeudi 16 juin 2016) ;

14. Proposition de loi constitutionnelle (n° 1354) visant à rendre constitutionnel le principe d'indisponibilité du corps humain (1^{ère} séance du mardi 21 juin 2016) ;
15. Proposition de loi (n° 2706) visant à lutter contre le recours à une mère porteuse (1^{ère} séance du mardi 21 juin 2016) ;
16. Proposition de loi (n° 3463) relative au remboursement des taxes d'aéroports (1^{ère} séance du mardi 21 juin 2016) ;

Proposition de loi Sénat rejetée

1. Proposition de loi (n° 3340) en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire (1^{ère} séance du jeudi 4 février 2016) ;

Propositions de loi Assemblée nationale renvoyées en commission

1. Proposition de loi (n° 2753) visant à accorder des trimestres complémentaires aux responsables associatifs lors du calcul de leur retraite (1^{ère} séance du jeudi 26 novembre 2015) ;
2. Proposition de loi (n° 2276) visant à réprimer la négation des génocides et des crimes contre l'humanité du XX^{ème} siècle (1^{ère} séance du jeudi 3 décembre 2015) ;

Annexe IX

Liste chronologique des lois promulguées ⁽⁷⁶⁾

Date de publication au <i>Journal officiel</i>	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁷⁷⁾
01/10/2015	Loi n° 2015 - 1198 du 30 septembre 2015 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires	Projet Sénat	0
08/10/2015	Loi n° 2015-1236 du 7 octobre 2015 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité	Projet AN	0
10/10/2015	Loi n° 2015-1254 du 9 octobre 2015 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement	Projet AN	0
15/10/2015	Loi n° 2015 -1267 du 14 octobre 2015 relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre	Proposition AN	5
15/10/2015	Loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer	Projet Sénat	51
20/10/2015	Loi n° 2015-1302 du 19 octobre 2015 autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération	Projet AN	0
20/10/2015	Loi n° 2015-1303 du 19 octobre 2015 autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part	Projet AN	0
27/10/2015	Loi n° 2015-1350 du 26 octobre 2015 autorisant la ratification du protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac	Projet AN	0
06/11/2015	Loi n° 2015-1402 du 5 novembre 2015 tendant à clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé	Proposition Sénat	1
10/11/2015	Loi n° 2015-1448 du 9 novembre 2015 autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part	Projet AN	0

⁷⁶ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

⁷⁷ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

13/11/2015	Loi n° 2015-1463 du 12 novembre 2015 autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications	Projet AN	0
18/11/2015 *	Loi organique n° 2015-1485 du 17 novembre 2015 portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy	Proposition Sénat	6
21/11/2015	Loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions	Projet AN	15
28/11/2015	Loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale	Proposition AN	17
01/12/2015 *	Loi n° 2015-1556 du 30 novembre 2015 relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales	Proposition AN	13
03/12/2015	Loi n° 2015-1567 du 2 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques	Projet AN	31
09/12/2015	Loi n° 2015 - 1592 du 8 décembre 2015 tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes	Proposition AN	0
17/12/2015	Loi n° 2015-1672 du 16 décembre 2015 autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne	Projet Sénat	0
22/12/2015 *	Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016	Projet AN	353
22/12/2015	Loi n° 2015-1703 du 21 décembre 2015 visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale	Proposition Sénat	0
22/12/2015	Loi n° 2015-1704 du 21 décembre 2015 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France	Projet Sénat	0
22/12/2015	Loi n° 2015-1705 du 21 décembre 2015 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais et aux prestations associées	Projet Sénat	0
22/12/2015	Loi n° 2015-1706 du 21 décembre 2015 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc	Projet Sénat	0
22/12/2015	Loi n° 2015-1707 du 21 décembre 2015 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur la sécurité sociale	Projet Sénat	0
23/12/2015 *	Loi organique n° 2015-1712 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du Journal officiel de la République française	Proposition Sénat	0

23/12/2015	Loi n° 2015-1713 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du Journal officiel de la République française	Proposition Sénat	0
23/12/2015	Loi n° 2015-1714 du 22 décembre 2015 autorisant la ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	Projet Sénat	0
23/12/2015	Loi n° 2015-1715 du 22 décembre 2015 autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Projet AN	0
23/12/2015	Loi n° 2015-1716 du 22 décembre 2015 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001	Projet AN	0
29/12/2015	Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement	Projet AN	198
29/12/2015	Loi n° 2015-1777 du 28 décembre 2015 autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part	Projet AN	0
29/12/2015	Loi n° 2015-1778 du 28 décembre 2015 autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers	Projet Sénat	0
29/12/2015	Loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public	Projet AN	15
30/12/2015 *	Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016	Projet AN	565
30/12/2015 *	Loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015	Projet AN	257
27/01/2016 *	Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé	Projet AN	728
03/02/2016	Loi n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie	Proposition AN	28
06/02/2016	Loi n° 2016-113 du 5 février 2016 portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998	Projet Sénat	0
06/02/2016	Loi n° 2016-114 du 5 février 2016 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme	Projet Sénat	0

12/02/2016	Loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire	Proposition AN	0
20/02/2016	Loi n° 2016-162 du 19 février 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence	Projet Sénat	0
01/03/2016	Loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée	Proposition AN	32
02/03/2016	Loi n° 2016-232 du 1er mars 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales	Projet AN	0
02/03/2016	Loi n° 2016-233 du 1er mars 2016 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Projet AN	0
08/03/2016 *	Loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France	Projet AN	121
15/03/2016	Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant	Proposition Sénat	81
15/03/2016	Loi n° 2016-298 du 14 mars 2016 relative aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat	Projet AN	1
23/03/2016	Loi n° 2016-338 du 22 mars 2016 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou	Projet AN	0
23/03/2016	Loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs	Proposition AN	43
23/03/2016	Loi n° 2016-340 du 22 mars 2016 relative à la protection des forêts contre l'incendie	Proposition Sénat	0
24/03/2016	Loi n° 2016-341 du 23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes	Proposition Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-365 du 30 mars 2016 autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque sur la coopération dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence	Projet Sénat	0

31/03/2016	Loi n° 2016-366 du 30 mars 2016 portant approbation du deuxième protocole d'amendement à l'accord relatif au groupe aérien européen	Projet Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-367 du 30 mars 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) sur l'exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels	Projet Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-368 du 30 mars 2016 autorisant l'approbation de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	Projet Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-369 du 30 mars 2016 autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II/1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention	Projet Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-370 du 30 mars 2016 autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part	Projet Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-371 du 30 mars 2016 autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part	Projet Sénat	0
31/03/2016	Loi n° 2016-372 du 30 mars 2016 autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930	Projet Sénat	0
14/04/2016	Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées	Proposition AN	36
15/04/2016	Loi n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs	Projet AN	2
21/04/2016	Loi n° 2016-482 du 20 avril 2016 autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord	Projet Sénat	0
21/04/2016	Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires	Projet AN	96
26/04/2016 *	Loi organique n° 2016-506 du 25 avril 2016 de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle	Proposition AN	15
26/04/2016 *	Loi organique n° 2016-507 du 25 avril 2016 relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie	Proposition Sénat	0
26/04/2016 *	Loi n° 2016-508 du 25 avril 2016 de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle	Proposition AN	3

11/05/2016	Loi n° 2016-563 du 10 mai 2016 ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées	Projet Sénat	2
11/05/2016	Loi n° 2016-564 du 10 mai 2016 renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme	Proposition AN	10
21/05/2016	Loi n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence	Projet Sénat	0
24/05/2016	Loi n° 2016-653 du 23 mai 2016 autorisant l'approbation de l'avenant n° 6 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale	Projet AN	0
24/05/2016	Loi n° 2016-654 du 23 mai 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	Projet AN	0
24/05/2016	Loi n° 2016-655 du 23 mai 2016 autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures	Projet AN	0
31/05/2016	Loi n° 2016-699 du 30 mai 2016 autorisant l'approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (convention STCW) et au code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (code STCW)	Projet Sénat	0
31/05/2016	Loi n° 2016-700 du 30 mai 2016 autorisant l'adhésion de la France au protocole à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages	Projet Sénat	0
31/05/2016	Loi n° 2016-701 du 30 mai 2016 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique	Projet Sénat	0
31/05/2016	Loi n° 2016-702 du 30 mai 2016 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la Commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe)	Projet Sénat	0
02/06/2016	Loi n° 2016-719 du 1er juin 2016 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation	Projet AN	1

04/06/2016	Loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale	Projet AN	101
15/06/2016	Loi n° 2016-784 du 14 juin 2016 autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le Gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice	Projet Sénat	0
16/06/2016	Loi n° 2016-786 du 15 juin 2016 autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015	Projet AN	0
21/06/2016	Loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue	Proposition AN	128
22/06/2016	Loi n° 2016-819 du 21 juin 2016 réformant le système de répression des abus de marché	Proposition AN	11
25/06/2016	Loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale	Proposition Sénat	0
05/07/2016	Loi n° 2016-909 du 4 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie relatif à la coopération dans le domaine de la défense	Projet Sénat	0
05/07/2016	Loi n° 2016-910 du 4 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité	Projet Sénat	0
05/07/2016	Loi n° 2016-911 du 4 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978	Projet Sénat	0
05/07/2016	Loi n° 2016-912 du 4 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant le statut des forces en visite et la coopération en matière de défense	Projet Sénat	0
05/07/2016	Loi n° 2016-913 du 4 juillet 2016 autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Mali	Projet Sénat	0
08/07/2016	Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine	Projet AN	134
13/07/2016	Loi n° 2016-945 du 12 juillet 2016 autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres et la République de Moldavie	Projet Sénat	0

13/07/2016	Loi n° 2016-946 du 12 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	Projet Sénat	0
13/07/2016	Loi n° 2016-947 du 12 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises	Projet Sénat	0
13/07/2016	Loi n° 2016-948 du 12 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil en vue de l'établissement d'un régime spécial transfrontalier concernant des produits de subsistance entre les localités de Saint-Georges-de-l'Oyapock (France) et Oiapoque (Brésil)	Projet Sénat	0
16/07/2016	Loi n° 2016-962 du 15 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée relatif à la coopération en matière défense et au statut des forces	Projet AN	0
22/07/2016	Loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste	Projet AN	7
23/07/2016	Loi n° 2016-999 du 22 juillet 2016 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015	Projet AN	2
23/07/2016	Loi n° 2016-1000 du 22 juillet 2016 tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire	Proposition Sénat	0
26/07/2016	Loi n° 2016-1015 du 25 juillet 2016 précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue	Proposition Sénat	0
29/07/2016	Loi n° 2016-1032 du 28 juillet 2016 autorisant la ratification de la convention de Minamata sur le mercure	Projet Sénat	0
29/07/2016	Loi n° 2016-1033 du 28 juillet 2016 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense	Projet Sénat	0
02/08/2016 *	Loi organique n° 2016-1046 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales	Proposition AN	3
02/08/2016 *	Loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France	Proposition AN	5
02/08/2016	Loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales	Proposition AN	15

09/08/2016 *	Loi organique n° 2016-1086 du 8 août 2016 relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité	Proposition AN	3
09/08/2016 *	Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	Projet AN	553
09/08/2016 *	Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels	Projet AN	568
11/08/2016 *	Loi organique n° 2016-1090 du 8 août 2016 relative aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature	Projet Sénat	25

Annexe X

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 ;
- Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (lecture CMP) ;
- Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 (lecture définitive) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention de Minamata sur le mercure ;
- Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- Projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (lecture définitive) ;
- Projet de loi pour une République numérique (lecture CMP) ;
- Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (lecture définitive) ;
- Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité ;
- Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Autriche relatif au statut juridique des personnels de l'armée fédérale autrichienne au cours de leur séjour dans la collectivité territoriale française de Guyane ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Propositions :

- Proposition de loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue ;
- Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires ;
- Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales (lecture CMP) ;
- Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales (lecture CMP) ;
- Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France (lecture CMP) ;
- Proposition relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils ;
- Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour la protection des lanceurs d'alerte (nouvelle lecture) ;

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaine du Gouvernement :

Projets :

- Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public ;
- Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
- Projet de loi de finances pour 2016 ;
- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques (lecture CMP) ;
- Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, modifiée par les avenants des 9 juin 1969, 28 septembre 1989 et 20 décembre 2001 ;

- Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne ;
- Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs ;
- Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur la sécurité sociale ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais et aux prestations associées ;
- Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat ;
- Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (lecture CMP) ;
- Projet de loi de finances pour 2016 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2015 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers ;
- Projet de loi de finances pour 2016 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2015 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de modernisation de notre système de santé (lecture définitive) ;
- Projet de loi pour une République numérique ;
- Projet de loi relatif aux droits des étrangers en France (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 6 entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme ;

- Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives ;
- Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique, relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 ;
- Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées ;
- Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
- Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (deuxième lecture) ;
- Projet de loi portant approbation du deuxième protocole d'amendement à l'accord relatif au groupe aérien européen ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque sur la coopération dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) sur l'exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II/1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention ;
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation ;
- Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (lecture CMP) ;
- Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature (deuxième lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord ;
- Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 ;
- Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature ;
- Projet de loi de modernisation de la justice du XXIe siècle ;
- Projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages ;

- Projet de loi autorisant l'approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (convention STCW) et au code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (code STCW) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la Commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche, et une annexe) ;
- Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'État d'urgence ;
- Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le Gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice ;
- Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (lecture CMP) ;
- Projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Mali ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant le statut des forces en visite et la coopération en matière de défense ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie relatif à la coopération dans le domaine de la défense ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978 ;
- Projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres et la République de Moldavie ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et du protocole complémentaire à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs ;

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant les centres d'excellence mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil en vue de l'établissement d'un régime spécial transfrontalier concernant des produits de subsistance entre les localités de Saint-Georges de l'Oyapock (France) et Oiapoque (Brésil).

Propositions :

- Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales ;
- Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (lecture CMP) ;
- Proposition de loi organique portant dématérialisation du *Journal officiel* de la République française
- Proposition de loi portant dématérialisation du *Journal officiel* de la République française ;
- Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi relative à la protection de l'enfant (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale ;
- Proposition de loi organique portant dématérialisation du *Journal officiel* de la République française (lecture CMP) ;
- Proposition de loi portant dématérialisation du *Journal officiel* de la République française (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative à l'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée ;
- Proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle ;
- Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle ;
- Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative à la protection de l'enfant (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative à la protection de l'enfant (lecture définitive) ;
- Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (lecture définitive) ;
- Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (lecture définitive) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (lecture définitive) ;

- Proposition de loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie ;
- Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché ;
- Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;
- Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales ;
- Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France ;
- Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché (lecture CMP) ;
- Proposition de loi pour l'économie bleue (lecture CMP) ;
- Proposition de loi tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle ;
- Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour la protection des lanceurs d'alerte ;

Semaine de l'Assemblée :

Projets :

- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de modernisation de notre système de santé (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation ;
- Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (deuxième lecture) ;
- Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs ;

Propositions :

- Proposition de résolution pour accéder, au-delà de la COP 21, à une société bas carbone ;
- Proposition de résolution tendant à promouvoir la prise en compte des outre-mer dans les négociations de la COP 21 ;
- Proposition de loi pour l'économie bleue ;
- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias ;
- Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs (lecture CMP) ;
- Proposition de loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes ;
- Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération de l'outre-mer dans son environnement régional ;
- Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (nouvelle lecture) ;

- Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'octroi d'une autorisation d'émettre à la chaîne Numéro 23 et de sa vente ;
- Proposition de résolution visant à protéger le système du crédit immobilier français dans le cadre des négociations de Bâle ;
- Proposition de loi relative au débroussaillage ;
- Proposition de loi visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;
- Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement ;
- Proposition de loi relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux ;
- Proposition de loi visant à lutter contre les nuisances de certains engins motorisés en milieu urbain.

Semaine de contrôle (art. 48, al. 4 C):

Projets :

Par priorité à la demande du Gouvernement

- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2015 ;
- Projet de loi prorogeant l'application de la loi no 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Autres

- Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif au droit des étrangers en France (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs (lecture CMP).

Propositions :

- Aucune proposition de loi n'a été examinée en semaine de contrôle.

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C) : 9

- Proposition de loi visant à supprimer les freins au développement des entreprises posés depuis 2012 ;
- Proposition de loi visant à modifier les dispositions relatives à l'accueil et l'habitat des gens du voyage ;
- Proposition de loi visant à garantir l'isolement électronique des détenus et à renforcer les moyens du renseignement pénitentiaire ;
- Proposition de loi visant à rétablir pour les mineurs l'autorisation de sortie du territoire ;
- Proposition de loi proposant une nouvelle orientation de notre système de retraites ;
- Proposition de loi visant à accorder des trimestres complémentaires aux responsables associatifs lors du calcul de leur retraite ;
- Proposition de résolution tendant à amplifier la mobilisation collective en faveur de l'aide au développement ;
- Proposition de loi tendant à favoriser la baisse de la production de CO2 par le développement de l'effacement électrique diffus ;

- Proposition de loi organique tendant à faciliter la création d'Autorités Administratives Indépendantes en Nouvelle-Calédonie ;
- Proposition de loi portant réforme du régime social des indépendants ;
- Proposition de loi visant à réprimer la négation des génocides et des crimes contre l'humanité du XXème siècle ;
- Proposition de loi visant à rendre automatique l'incapacité pénale d'exercice pour les personnes définitivement condamnées pour des faits de pédophilie ou de détention d'images pédopornographiques ;
- Proposition de loi visant à financer la rénovation des casernes en activité dégradées des ministères de la défense et de l'intérieur par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la participation de fonds français au financement de Daech ;
- Proposition de loi visant à intégrer le principe de substitution dans le cadre réglementaire national applicable aux produits chimiques ;
- Proposition de loi visant à l'automatisme du déclenchement de mesures d'urgence en cas de pics de pollution ;
- Proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation ;
- Proposition de loi relative à la suppression de la publicité commerciale dans les programmes jeunesse de la télévision publique ;
- Proposition de loi relative à l'enseignement immersif des langues régionales et à leur promotion dans l'espace public et audiovisuel ;
- Proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire ;
- Proposition de loi visant à élargir les capacités d'intervention des forces de l'ordre ;
- Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme ;
- Proposition de loi favorisant le développement régional de l'apprentissage ;
- Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale ;
- Proposition de loi relative à la rémunération du capital des sociétés coopératives ;
- Proposition de loi visant à prolonger la période légale d'interdiction de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur pour les femmes à l'issue de leurs congés liés à la grossesse et à la maternité ;
- Proposition de loi relative à la protection des forêts contre l'incendie ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à ne pas renouveler les mesures restrictives et les sanctions économiques imposées par l'Union européenne à la Fédération de Russie ;
- Proposition de loi visant à mieux définir l'abus de dépendance économique ;
- Proposition de loi renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à étendre aux collectivités territoriales le mécanisme de déclassement anticipé, prévu à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes ;
- Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes ;
- Proposition de loi visant à encadrer les rémunérations dans les entreprises ;
- Proposition de loi pour tendre à l'autonomie des femmes étrangères ;
- Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 ;
- Proposition de loi visant à garantir le revenu des agriculteurs ;
- Proposition de loi pour l'avenir de notre système de soins ;


- Proposition de loi instituant une carte de famille de blessé de guerre ;
- Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre constitutionnel le principe d'indisponibilité du corps humain ;
- Proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse ;
- Proposition de résolution visant à proposer une homologation d'une année scolaire passée à l'étranger ;
- Proposition de loi relative au remboursement des taxes d'aéroport.

Annexe XI


Calendrier de la session ordinaire

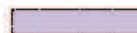
arrêté par les Conférences des Présidents des 30 juin 2015 et 19 janvier 2016

2015			2016								
OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN			
J 1		D 1	M 1	V 1	L 1	M 1	V 1	D 1	M 1		
V 2		L 2	M 2	S 2	M 2	M 2	S 2	L 2	J 2		
S 3		M 3	J 3	D 3	M 3	J 3	D 3	M 3	V 3		
D 4		M 4	V 4	L 4	J 4	V 4	L 4	M 4	S 4		
L 5		J 5	S 5	M 5	V 5	S 5	M 5	J 5	D 5		
M 6		V 6	D 6	M 6	S 6	D 6	M 6	V 6	Férié		
M 7		S 7	L 7	J 7	D 7	L 7	J 7	S 7	Férié	L 6	
J 8	1	D 8	M 8	V 8	L 8	M 8	V 8	D 8	M 8	M 7	
V 9		L 9	M 9	S 9	M 9	M 9	S 9	L 9	J 9	M 8	
S 10		M 10	J 10	D 10	M 10	J 10	D 10	M 10	V 10	M 7	
D 11		M 11	V 11	L 11	J 11	V 11	L 11	M 11	S 11	M 8	
L 12		J 12	S 12	M 12	V 12	S 12	M 12	J 12	D 12	S 11	
M 13		V 13	D 13	M 13	S 13	D 13	M 13	V 13	L 13	D 12	
M 14		S 14	L 14	J 14	D 14	L 14	J 14	S 14	M 14	L 13	
J 15		D 15	M 15	V 15	L 15	M 15	V 15	D 15	M 15	M 14	
V 16		L 16	M 16	S 16	M 16	M 16	S 16	L 16	Férié	M 15	
S 17		M 17	J 17	D 17	M 17	J 17	D 17	M 17	V 17	J 16	
D 18		M 18	V 18	L 18	M 18	V 18	L 18	M 18	S 18	V 17	
L 19		J 19	S 19	M 19	V 19	S 19	M 19	J 19	D 19	S 18	
M 20		V 20	D 20	M 20	S 20	D 20	M 20	V 20	L 20	D 19	
M 21		S 21	L 21	J 21	D 21	L 21	J 21	S 21	M 21	L 20	
J 22		D 22	M 22	V 22	L 22	M 22	V 22	D 22	M 22	M 21	
V 23		L 23	M 23	S 23	M 23	M 23	S 23	L 23	J 23	M 22	
S 24		M 24	J 24	D 24	M 24	J 24	D 24	M 24	V 24	J 23	
D 25		M 25	V 25	L 25	J 25	V 25	L 25	M 25	S 25	V 24	
L 26		J 26	S 26	M 26	V 26	S 26	M 26	J 26	D 26	S 25	
M 27		V 27	D 27	M 27	S 27	D 27	M 27	V 27	L 27	D 26	
M 28		S 28	L 28	J 28	D 28	L 28	J 28	S 28	M 28	L 27	
J 29		D 29	M 29	V 29	L 29	M 29	V 29	D 29	M 29	M 28	
V 30		L 30	M 30	S 30		M 30	S 30	L 30	J 30	M 29	
S 31		J 31	D 31			J 31		M 31		J 30	


 Semaine du Gouvernement

 Suspension des travaux

 Semaine de l'Assemblée nationale

 Jour des groupes d'opposition ou minoritaires (1-Les Républicains/2-Union des démocrates et indépendants
3-Écologiste/4-Radical, républicain, démocrate et progressiste/5-Gauche démocrate et républicaine)

 Semaine de contrôle

 Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

Annexe XII

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2015-2016

Date de publication (JOLD)	Nature du texte	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
10/10/2015	Projet	AN	3040	Autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications	1ère lecture	Sénat	05/11/2015
20/10/2015	Proposition	AN	3109	Relative à la prévention et à la lutte contre les atteintes graves à la sécurité publique, contre le terrorisme et contre la fraude dans les transports publics de voyageurs	CMP	AN	09/03/2016
22/10/2015	Projet	AN	3152	Autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	1ère lecture	Sénat	16/12/2015
29/10/2015	Proposition	Sénat	3231	Relative à la protection des forêts contre l'incendie dans les départements sensibles	1ère lecture	AN	10/03/2016
31/10/2015	Proposition	AN	3022	Expérimentation pour des territoires zéro chômage de longue durée	CMP	Sénat	18/02/2016
10/11/2015	Proposition	AN	3201	Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle	LD	AN	05/04/2016
13/11/2015	Proposition	AN	3214	Modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle	LD	AN	05/04/2016
19/11/2015	Projet	AN	3225	Prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions	1ère lecture	Sénat	20/11/2015
26/11/2015	Projet	AN	3261	Relatif à l'information de l'administration par l'institution judiciaire et à la protection des mineurs	CMP	Sénat	06/04/2016
26/11/2015	Projet	AN	3262	Relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat	CMP	Sénat	02/03/2016
04/12/2015	Projet	AN	2925	Autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	1ère lecture	Sénat	16/12/2015

10/12/2015	Projet	AN	3318	Pour une République numérique	CMP	Sénat	28/09/2016
09/12/2015	Projet	Sénat	3454	Autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n°29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930	1ère lecture	AN	17/03/2016
06/01/2016	Proposition	Sénat	3474	Visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes	1ère lecture	AN	09/03/2016
13/01/2016	Proposition	AN	2964	Pour l'économie bleue	CMP	Sénat	07/06/2016
20/01/2016	Projet	Sénat	3456	Ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées	2ème lecture	Sénat	28/04/2016
04/02/2016	Projet	AN	3473	Renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale	CMP	Sénat	25/05/2016
04/02/2016	Projet	Sénat	3487	Prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence	1ère lecture	AN	16/02/2016
09/02/2016	Proposition	AN	3465	Visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias	LD	AN	06/10/2016
18/02/2016	Projet	AN	3512	Habilitant le Gouvernement à légiférer pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation	1ère lecture	Sénat	19/05/2016
01/03/2016	Proposition	AN	3023	Relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération de l'outre-mer dans son environnement régional	1ère lecture	Sénat	23/11/2016
10/03/2016	Projet	Sénat	3578	Autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord	1ère lecture	AN	07/04/2016
25/03/2016	Projet	AN	3600	Visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs	LD ⁽⁷⁸⁾	AN	21/07/2016
26/03/2016	Proposition	AN	3601	Réformant le système de répression des abus de marché	CMP	Sénat	08/06/2016
31/03/2016	Projet	AN	3623	Relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique	LD	AN	08/11/2016
14/04/2016	Projet	AN	3679	Egalité et citoyenneté			
05/05/2016	Projet	Sénat	3732	prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence	1ère lecture	AN	19/05/2016

⁽⁷⁸⁾ Adopté selon la procédure du 49-3

05/05/2016	Projet	AN	3719	autorisant la ratification de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015	1ère lecture	Sénat	08/06/2016
07/05/2016	Proposition	AN	3336	rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales	CMP	Sénat	19/07/2016
07/05/2016	Proposition	AN	3337	rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France (organique)	CMP	Sénat	19/07/2016
07/05/2016	Proposition	AN	3338	rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales (organique)	CMP	Sénat	19/07/2016
24/05/2016	Proposition	AN	3770	relative à la compétence du Défenseur des droits pour la protection des lanceurs d'alerte (organique)	LD	AN	08/11/2016
24/05/2016	Proposition	AN	3774	relative à l'exercice, par la Croix-Rouge française, de sa mission statutaire de rétablissement des liens familiaux			
26/05/2016	Projet	AN	3781	sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015	LD	AN	18/07/2016
11/06/2016	Proposition	Sénat	3897	tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaires	1ère lecture	AN	13/07/2016
21/06/2016	Projet	AN	2607	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces	1ère lecture	Sénat	07/07/2016
22/06/2016	Projet	Sénat	3966	ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité	1ère lecture	AN	27/09/2016
25/06/2016	Proposition	AN	3855	relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes			
07/07/2016	Projet	AN	3926	relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle			
07/07/2016	Projet	AN	3927	ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé			
20/07/2016	Projet	AN	3968	prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence	CMP	Sénat	21/07/2016
04/08/2016	Projet	AN	4000	de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique			
04/08/2016	Projet	Sénat		relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain			
15/09/2016	Projet	AN	4034	de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne			

Annexe XIII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifié

	N° dépôt	Nature	Origine	Texte	Date de la discussion
1	3040	Projet	AN	autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications	22/10/2015
2	3086	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne	08/12/2015
3	3152	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque	08/12/2015
4	2330	Projet	Sénat	autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc	10/12/2015
5	2603	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur la sécurité sociale	10/12/2015
6	2672	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour les migrations portant sur l'exonération fiscale des agents de cette organisation qui résident en France	10/12/2015
7	2671	Projet	Sénat	autorisant la ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales	10/12/2015
8	3153	Projet	AN	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	10/12/2015

9	2925	Projet	AN	autorisant l'approbation du quatrième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	10/12/2015
10	2924	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse modifiant le protocole additionnel à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales	10/12/2015
11	3185	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers	17/12/2015
12	2586	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'avenant n° 6 entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale	28/01/2016
13	1533	Projet	AN	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou	28/01/2016
14	1800	Projet	Sénat	portant approbation du deuxième protocole d'amendement à l'accord relatif au groupe aérien européen	17/03/2016
15	2329	Projet	Sénat	autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque sur la coopération dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence	17/03/2016
16	2604	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) sur l'exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels	17/03/2016
17	3378	Projet	Sénat	autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part	17/03/2016
18	3379	Projet	Sénat	autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part	17/03/2016
19	3147	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	17/03/2016
20	3454	Projet	Sénat	autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930	17/03/2016

21	2653	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	17/03/2016
22	3218	Projet	AN	autorisant la ratification de l'accord portant création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures	17/03/2016
23	3148	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II/1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention	17/03/2016
24	2348	Projet	Sénat	autorisant l'adhésion de la France au protocole à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages	19/05/2016
25	2349	Projet	Sénat	autorisant l'approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (convention STCW) et au code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (code STCW)	19/05/2016
26	3377	Projet	Sénat	autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique	19/05/2016
27	3577	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble un règlement transférant la compétence de régulation économique ferroviaire de la Commission intergouvernementale aux organismes de contrôle nationaux, établissant les principes de la coopération entre ceux-ci et portant établissement d'un cadre de tarification pour la liaison fixe transmanche	19/05/2016
28	3498	Projet	Sénat	autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Mali	22/06/2016
29	3501	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité.	22/06/2016
30	3499	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant le statut des forces en visite et la coopération en matière de défense	22/06/2016
31	3500	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie relatif à la coopération dans le domaine de la défense.	22/06/2016

32	2607	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces.	22/06/2016
33	3576	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest du 24 octobre 1978	22/06/2016
34	1884	Projet	Sénat	autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres et la République de Moldavie	30/06/2016
35	3745	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	30/06/2016
36	3797	Projet	AN	convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	30/06/2016
37	3670	Projet	AN	autorisant la ratification de la convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et du protocole complémentaire à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs	30/06/2016
38	3695	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant les centres d'excellence mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de rationalisation du secteur des systèmes de missiles	30/06/2016
39	3849	Projet	Sénat	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon relatif au transfert d'équipements et de technologies de défense	19/07/2016
40	3848	Projet	Sénat	autorisant la ratification de la convention de Minamata sur le mercure	19/07/2016
41	3850	Projet	Sénat	autorisant la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part	29/09/2016
42	3722	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Autriche relatif au statut juridique des personnels de l'armée fédérale autrichienne au cours de leur séjour dans la collectivité territoriale française de Guyane	29/09/2016

Annexe XIV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Sort de la commission mixte paritaire	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi relatif à la santé Pj AN n° 2302 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	27/10/2015	Échec	01/12/2015	14/12/2015	17/12/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif au droit des étrangers en France Pj AN n° 2183 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	24/11/2015	Échec	26/01/2016	16/02/2016	18/02/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes Pn AN n° 2790 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/11/2015	Accord	17/11/2015	24/11/2015	24/11/2015 Adoption au Sénat
Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel Pn AN n° 1437 Après 2 ^{ème} lecture	18/11/2015	Échec	03/02/2016	10/03/2016	06/04/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques Pj AN n° 2982 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/11/2015	Accord	17/11/2015	24/11/2015	24/11/2015 Adoption au Sénat

Projet de loi relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public Pj AN n° 3037 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	24/11/2015	Accord	09/12/2015	17/12/2015	17/12/2015 Adoption au Sénat
Proposition de loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales Pn AN n° 3042 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	03/11/2015	Accord	05/11/2015	05/11/2015	05/11/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement Pj AN n° 1994 Après 2 ^{ème} lecture	02/12/2015	Accord	10/12/2015	14/12/2015	14/12/2015 Adoption au Sénat
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 Pj AN n° 3106 <i>Procédure accélérée automatique</i> Après 1 ^{ère} lecture	17/11/2015	Échec	23/11/2015	26/11/2015	30/11/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française Pn S n° 3121 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	24/11/2015	Accord	09/12/2015	08/12/2015	09/12/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi portant dématérialisation du Journal officiel de la République française Pn S n° 3122 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	24/11/2015	Accord	09/12/2015	08/12/2015	09/12/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances pour 2016 Pj AN n° 3096 <i>Procédure accélérée automatique</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/12/2015	Échec	11/12/2015	16/12/2015	17/12/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances rectificative pour 2015 Pj AN n° 3217 <i>Procédure accélérée automatique</i> Après 1 ^{ère} lecture	14/12/2015	Échec	15/12/2015	16/12/2015	17/12/2015 Adoption à l'Assemblée nationale

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant Pn S n° 2652 <i>rect.</i> Après 2 ^{ème} lecture	12/01/2016	Échec	27/01/2016	18/02/2016	01/03/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les personnes malades en fin de vie Pn AN n° 2512 Après 2 ^{ème} lecture	19/01/2016	Accord	27/01/2016	27/01/2016	27/01/2016 Adoption au Sénat
Proposition de loi d'expérimentation pour des territoires zéro chômage de longue durée Pn AN n° 3022 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	02/02/2016	Accord	10/02/2016	18/02/2016	18/02/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat Pj AN n° 3262 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/02/2016	Accord	17/02/2016	02/03/2016	02/03/2016 Adoption au Sénat
Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs Pn AN n° 3109 <i>rect.</i> <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/02/2016	Accord	09/03/2016	02/03/2016	09/03/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle Pn AN n° 3201 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/03/2016	Échec	24/03/2016	31/03/2016	05/04/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle Pn AN n° 3214 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/03/2016	Échec	24/03/2016	31/03/2016	05/04/2016 Adoption à l'Assemblée nationale

Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires Pj AN n° 1278 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	29/03/2016	Accord	05/04/2016	07/04/2016	07/04/2016 Adoption au Sénat
Proposition de loi pour l'économie bleue Pn AN n° 2964 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	06/04/2016	Accord	01/06/2016	07/06/2016	07/06/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs Pj AN n° 3261 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	22/03/2016	Accord	31/03/2016	06/04/2016	06/04/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale Pj AN n° 3473 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	11/05/2016	Accord	19/05/2016	25/05/2016	25/05/2016 Adoption au Sénat
Proposition de loi réformant le système de répression des abus de marché Pn AN n° 3601 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	17/05/2016	Accord	01/06/2016	08/06/2016	08/06/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la biodiversité Pj AN n° 1847 Après 2 ^{ème} lecture	25/05/2016	Échec	23/06/2016	11/07/2016	20/07/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi visant à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias Pn AN n° 3465 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	14/06/2016	Échec	18/07/2016	29/09/2016	06/10/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine Pj AN n° 2954 Après 2 ^{ème} lecture	15/06/2016	Accord	21/06/2016	29/06/2016	29/06/2016 Adoption au Sénat

Projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature Pj S n° 3200 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	22/06/2016	Accord	11/07/2016	06/07/2016	11/07/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de modernisation de la justice du XXI^{ème} siècle Pj S n° 3204 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	22/06/2016	Échec	12/07/2016	28/09/2016	12/10/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs Pj AN n° 3600 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	28/06/2016	Échec	06/07/2016	19/07/2016	21/07/2016 Adoption à l'Assemblée nationale (art. 49.3)
Projet de loi pour une République numérique Pj AN n° 3318 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	29/06/2016	Accord	20/07/2016	28/09/2016	28/09/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de 2015 Pj AN n° 3781 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	12/07/2016	Échec	12/07/2016	13/07/2016	18/07/2016 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales Pn AN n° 3336 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	12/07/2016	Accord	19/07/2016	19/07/2016	19/07/2016 Adoption au Sénat
Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France Pn AN n° 3337 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	12/07/2016	Accord	19/07/2016	19/07/2016	19/07/2016 Adoption au Sénat

Proposition de loi organique rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales Pn AN n° 3338 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	12/07/2016	Accord	19/07/2016	19/07/2016	19/07/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence Pj AN n° 3968 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	20/07/2016	Accord	21/07/2016	21/07/2016	21/07/2016 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique Pj AN n° 3623 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	14/09/2016	Échec	29/09/2016	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
Proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits et pour la protection des lanceurs d'alerte Pn AN n° 3937 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	14/09/2016	Échec	29/09/2016	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Annexe XV

Liste des scrutins

1. Scrutins secrets

Un scrutin secret s'est déroulé le 26 avril 2016 pour l'élection de deux juges suppléants de la Cour de justice de la République.

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
1263	05/04/2016	la proposition de loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (lecture définitive)	299	142	121
1270	12/05/2016	la motion de censure déposée par MM. Christian Jacob, Philippe Vigier et 190 membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	246	-	-

3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art 35 de la Constitution)

Un scrutin est intervenu le 25 novembre 2015 sur l'autorisation de la prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien.

4. Scrutins publics solennels

(scrutins publics décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
1167	06/10/2015	l'ensemble du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (première lecture)	297	195	29
1177	20/10/2015	le projet de loi de finances pour 2016 (première partie)	277	247	32

1185	27/10/2015	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (première lecture)	286	245	27
1189	17/11/2015	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2016 (première lecture)	290	244	30
1191	19/11/2015	l'ensemble du projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions (première lecture)	551	6	1
1200	01/12/2015	l'ensemble du projet de loi de modernisation de notre système de santé (nouvelle lecture)	296	243	16
1202	08/12/2015	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2015 (première lecture)	296	246	19
1212	26/01/2016	l'ensemble du projet de loi pour une République numérique (première lecture).	356	1	187
1237	10/02/2016	l'ensemble du projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation (première lecture)	317	199	51
1245	08/03/2016	l'ensemble du projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (première lecture)	474	32	32
1264	05/04/2016	la proposition de loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections (lecture définitive)	178	60	33
1266	27/04/2016	l'ensemble du projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature (deuxième lecture)	292	196	44
1274	24/05/2016	l'ensemble du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (première lecture)	299	195	33
1275	24/05/2016	l'ensemble du projet de loi de modernisation de la justice du XXI ^e siècle (première lecture)	301	198	30
1285	14/06/2016	l'ensemble du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (première lecture)	304	199	45
1286	14/06/2016	l'ensemble de la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour la protection des lanceurs d'alerte (première lecture)	304	200	44
1290	21/06/2016	l'ensemble de la proposition de loi constitutionnelle visant à rendre constitutionnel le principe d'indisponibilité du corps humain (première lecture)	227	291	11
1291	21/06/2016	l'ensemble de la proposition de loi visant à lutter contre le recours à une mère porteuse (première lecture)	241	262	29
1292	21/06/2016	l'ensemble de la proposition de loi relative au remboursement des taxes d'aéroport (première lecture)	188	212	10
1312	06/07/2016	l'ensemble du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (première lecture)	305	157	32
1326	19/07/2016	l'ensemble du projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence (première lecture)	489	26	4

Annexe XVI

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy	Premier ministre 22.10.2015	2015-721 DC 12.11.2015	18.11.2015	Non conformité partielle
Loi organique portant dématérialisation du Journal officiel de la République française	Premier ministre 09.12.2015	2015-724 DC 17.12.2015	23.12.2015	Conforme
Loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle	Premier ministre 06.04.2016	2016-729 DC 21.04.2016	26.04.2016	Conforme
Loi organique relative au statut des autorités administratives indépendantes créées par la Nouvelle-Calédonie	Premier ministre 08.04.2016	2016-731 DC 21.04.2016	26.04.2016	Conforme
Loi organique n° 2016-1046 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France pour les élections municipales	Premier ministre 20.07.2016	2016-733 DC 28.07.2016	02.08.2016	Non conformité partielle
Loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France	Premier ministre 20.07.2016	2016-734 DC 28.07.2016	02.08.2016	Non conformité partielle
Loi organique n° 2016-1086 du 8 août 2016 relative à la nomination à la présidence du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité	Premier ministre 21.07.2016	2016-735 DC 04.08.2016	09.08.2016	Conforme
Loi organique n° 2016-1090 du 8 août 2016 relative aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature	Premier ministre 12.07.2016	2016-732 DC 28.07.2016	11.08.2016	Conforme

Conformité à la Constitution des lois ordinaires
(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales	Plus de 60 sénateurs 12.11.2015	2015-722 DC 26.11.2015	01.12.2015	Conforme
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2016	Plus de 60 députés 04.12.2015	2015-723 DC 17.12.2015	22.12.2015	Non conformité partielle
Loi de finances pour 2016	Plus de 60 députés 18.12.2015 Plus de 60 sénateurs 18.12.2015	2015-725 DC 29.12.2015	30.12.2015	Non conformité partielle
Loi de finances rectificative pour 2015	Plus de 60 sénateurs 18.12.2015	2015-726 DC 29.12.2015	30.12.2015	Non conformité partielle
Loi de modernisation de notre système de santé	Plus de 60 députés 21.12.2015 Plus de 60 sénateurs 21.12.2015	2015-727 DC 21.01.2016	27.01.2016	Non conformité partielle
Loi relative au droit des étrangers en France	Plus de 60 sénateurs 19.02.2016	2016-728 DC 03.03.2016	08.03.2016	Non conformité partielle
Loi de modernisation de diverses règles applicables aux élections	Premier ministre 06.04.2016	2016-730 DC 21.04.2016	26.04.2016	Conforme
Loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels	Plus de 60 sénateurs 21.07.2016 Plus de 60 députés 22.07.2016 et 25.07.2016	2016-736 DC 04.08.2016	09.08.2016	Non conformité partielle
Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	Plus de 60 sénateurs 21.07.2016 Plus de 60 députés 21.07.2016	2016-737 DC 04.08.2016	09.08.2016	Non conformité partielle

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative

(Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Sur la nature juridique des deux premiers alinéas de l'article L. 222-1 du code de l'éducation et des mots : « et fonctionnent au siège de chaque académie » figurant à l'article L. 822-3 du même code	Premier ministre 18.09.2015	2015-258 L 15.10.2015	17.10.2015	Réglementaire
Nature juridique des dispositions relatives à divers organismes : les mots « sur proposition du comité consultatif des jeux » au paragraphe II de l'article 28 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne ; l'article 51 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités ; les trois derniers alinéas de l'article L. 114-3-1 du code de l'action sociale et des familles ; l'article 21 de la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique ; le second alinéa de l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale ; l'article L. 162-21-2 du code de la sécurité sociale	Premier ministre 23.09.2015	2015-259 L 15.10.2015	17.10.2015	Réglementaire
Nature juridique des mots « délégations territoriales dans les départements » figurant au dernier alinéa de l'article L. 1432-1 du code de santé publique	Premier ministre 19.10.2015	2015-260 L 19.11.2015	22.11.2015	Réglementaire
Nature juridique de dispositions du code de la sécurité intérieure, notamment de la mention « commission nationale et régionale d'agrément et de contrôle »	Premier ministre 10.11.2015	2015-261 L 10.12.2015	13.12.2015	Réglementaire
Nature juridique de l'article L. 2332-3 du code de la défense	Premier ministre 15.02.2016	2016-262 L 03.03.2016	06.04.2016	Réglementaire
Nature juridique des dispositions relatives au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse et au conseil national de la jeunesse	Premier ministre 03.06.2016	2016-263 L 16.06.2016	18.06.2016	Réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact

(Application de l'article 39 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir
(Application de l'article 41 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités
(Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés
(Application de l'article 59 de la Constitution)

Requêtes visant à l'annulation d'opérations électorales (élections législatives)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Requête tendant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 13 et 20 mars 2016, dans la dixième circonscription du département du Nord en vue de la désignation d'un député à l'Assemblée nationale	M. Nicolas Rousseaux 22.03.2016	2016-4953 AN 14.04.2016	16.04.2016	Rejet
Requête visant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 17 et 24 avril 2016, dans la troisième circonscription du département de la Loire-Atlantique en vue de la désignation d'un député à l'Assemblée nationale.	M. Nicolas Rousseaux 02.05.2016	2016-4954 AN 24.05.2016	29.05.2016	Rejet
Requête visant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 22 mai 2016, dans la première circonscription du département du Bas-Rhin, en vue de la désignation d'un député à l'Assemblée nationale	M. André Kornmann 27.05.2016	2016-4955 AN 23.06.2016	26.06.2016	Rejet
Requête visant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 22 et 29 mai 2016, dans la cinquième circonscription du département des Alpes-Maritimes, en vue de la désignation d'un député à l'Assemblée nationale	M. Nicolas Rousseaux	2016-4956 AN 23.06.2016	26.06.2016	Rejet

Requêtes sur la situation de candidats aux élections législatives

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Situation de M. Ismaël Bouđjekada, candidat aux élections qui se sont déroulées les 1 ^{er} et 8 février 2015 dans la quatrième circonscription du département du Doubs pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale	Saisine de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques le 03.08.2015 (décision du 23 juillet 2015)	2015-4949 AN 19.11.2015	22.11.2015	Adoption (=inéligibilité)
Situation de M. Yannick Hervé, candidat aux élections qui se sont déroulées les 1 ^{er} et 8 février 2015 dans la quatrième circonscription du département du Doubs pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale	Saisine de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques le 03.08.2015 (décision du 23 juillet 2015)	2015-4950 AN 19.11.2015	22.11.2015	Rejet
Situation de M. Marc Ouchebbouk, candidat aux élections qui se sont déroulées les 1 ^{er} et 8 février 2015 dans la quatrième circonscription du département du Doubs pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale	Saisine de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques le 03.08.2015 (décision du 23 juillet 2015)	2015-4951 AN 19.11.2015	22.11.2015	Adoption (=inéligibilité)

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Les dispositions de l'article 40-II de la loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, en tant qu'elles ont étendu en Polynésie française les articles 515-3 à 515-7 du code civil relatifs au pacte civil de solidarité	Président de la Polynésie française 31.07.2015	DC. 2015-9 LOM 21.10.2015	23.10.2015	Compétence territoriale
Les dispositions des articles 3, 7, 8, 14, 15, 16, 19, 20, 25 et 57 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique	Président de la Polynésie française 04.04.2016	DC 2016-10 LOM 03.06.2016	04.06.2016	Compétence territoriale partielle
les dispositions des I, II et V de l'article 6 de la loi du 4 janvier 1955 modifiée, qui rendent applicables en Polynésie française les articles 1er, 2 et 4 de cette loi, en tant qu'elles s'imposent aux annonces judiciaires et légales prévues par les réglementations de la Polynésie française	Président de la Polynésie française 09.05.2016	DC 2016-11 LOM 06.07.2016	08.07.2016	Compétence territoriale partielle

Annexe XVII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Fondement juridique	Suivi d'un vote
19.10.2015	Débat sur le prélèvement européen (dans le cadre de l'examen du PLF)	M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes	-	NON
25.11.2015	Déclaration du Gouvernement sur l'autorisation de la prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien	M. Manuel Valls, Premier ministre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense	Art 35 al 3 C	OUI
16.03.2016	Déclaration du Gouvernement et débat sur le rapport au Parlement relatif aux conditions d'emploi des forces armées sur le territoire national pour protéger la population	M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense	Art 50-1 C	NON
28.06.2016	Débat sur les suites du référendum britannique et la préparation du Conseil européen	M Manuel Valls, Premier ministre	Art 50-1 C	NON
07.07.2016	Débat d'orientation sur les finances publiques 2017	M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget	Art 48 LOLF	NON

Organisés par la Conférence des Présidents

Date	Objet	Ministre
03.11.2015	Allocution du Président du Parlement panafricain, M. Roger Nkodo Dang, et débat sur le plan d'urgence d'accès à l'électricité pour le continent africain	M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique
10.02.2016	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-

Tenus à la demande des commissions permanentes

Date	Organe demandeur	Objet	Ministre
31.03.2016	Affaires européennes	Débat sur l'accueil des réfugiés en Europe	M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur
25.05.2016	Affaires européennes	Débat sur la mise en œuvre du plan Juncker de soutien à l'investissement au sein de l'Union européenne	M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Organe demandeur	Objet	Ministre
11.01.2016	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur le rapport du CEC sur l'évaluation de la politique d'accueil touristique	M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur
12.01.2016	Socialiste, écologiste et républicain	Débat sur le rapport du CEC sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de la mixité sociale dans l'éducation nationale	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
13.01.2016	Gauche démocrate et républicaine	Débat sur le rapport de la commission d'enquête sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie françaises et européennes	M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique
17.02.2016	Socialiste, écologiste et républicain et Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat de contrôle sur la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement et de la recherche
18.02.2016	Gauche démocrate et républicaine	Débat sur l'évaluation de l'action de la douane dans la lutte contre les fraudes et trafics	M. Christian Eckert, Secrétaire d'État chargé du budget
29.03.2016	Socialiste, écologiste et républicain	Débat sur le rapport de la délégation aux droits des femmes sur les violences faites aux femmes	Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes
30.03.2016	Ecologiste	Débat sur le coût de la filière nucléaire et la durée d'exploitation des réacteurs	M. Jean-Marie Le Guen, Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement
30.03.2016	Gauche démocrate et républicaine	Débat sur le développement d'AREVA et l'avenir du nucléaire	Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique
26.04.2016	Socialiste, écologiste et républicain et Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur le programme de stabilité 2016-2019	M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget
24.05.2016	Socialiste, écologiste et républicain et Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur l'impact de la modernisation numérique de l'État	M. Jean-Vincent Placé, Secrétaire d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification

Annexe XVIII

Engagements de responsabilité et censure

(article 49 de la Constitution)

1. Engagements de responsabilité

Date	Gouvernement	Type de procédure	Texte	Suite de la procédure
Mardi 10 mai 2016 à 16 h 15	VALLS II	Art. 49, al. 3	Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (n° 3600)	Motion de censure déposée par MM. Christian Jacob, Philippe Vigier et 190 membres de l'Assemblée nationale le 10 mai 2016 à 17 h 15
Mardi 5 juillet 2016 à 15 h 15	VALLS II	Art. 49, al. 3	Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (n° 3600)	Considéré comme adopté le 6 juillet 2016 à 15 h 15 (pas de dépôt de motion de censure)
Mercredi 20 juillet 2016 à 16 h 30	VALLS II	Art. 49, al. 3	Projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (n° 3600)	Considéré comme définitivement adopté le 21 juillet 2016 à 16 h 30 (pas de dépôt de motion de censure)

2. Motions de censure

Dépôt	Prise d'acte	Auteurs	Texte	Conférence des Présidents	Date du vote	Majorité requise	Pour
10 mai 2016 17 h 15	11 mai 2016 à 16 h 05	JACOB Christian (Les Républicains), VIGIER Philippe (Union des démocrates et indépendants) et 190 membres de ces deux groupes	Nouvelles libertés et nouvelles protections pour les entreprises et les actifs (n° 3600 – 1 ^{ère} lecture)	10 mai 2016	12 mai 2016	288	246

Annexe XIX

Questions sur une thématique ministérielle

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
11/01/2016	Ecologiste	Questions sur la politique de gestion des déchets et économie circulaire	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche
12/01/2016	Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique en matière d'énergie	Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
13/01/2016	Les Républicains	Questions sur l'état d'urgence et la politique pénale	Mme Christiane Taubira, Garde des Sceaux, ministre de la justice et M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur
17/02/2016	Les Républicains	Questions sur la politique de l'emploi	Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
18/02/2016	Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures de transports	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche
18/02/2016	Ecologiste	Questions sur l'économie collaborative	Mme Martine Pinville, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire
29/03/2016	Union des démocrates et indépendants	Questions sur le financement des infrastructures de transport	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche
29/03/2016	Les Républicains	Questions sur la politique agricole du Gouvernement	M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
30/03/2016	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Questions sur le bilan du CICE	M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget

26/04/2016	Ecologiste	Questions sur l'agriculture biologique	M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
26/04/2016	Les Républicains	Questions sur la politique fiscale du Gouvernement	M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget
27/04/2016	Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique gouvernementale en matière d'emploi	Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
27/04/2016	Gauche démocrate et républicaine	Questions sur les projets d'accords de libre-échange	M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie
24/05/2016	Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique agricole du Gouvernement	M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
24/05/2016	Les Républicains	Questions sur la politique du Gouvernement en matière d'éducation	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'ens.sup et de la recherche
25/05/2016	Ecologiste	politique du Gouvernement concernant les négociations des traités TAFTA et TISA	M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes
25/05/2016	Gauche démocrate et républicaine	Questions sur la continuité territoriale Corse-Continent	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports

Annexe XX

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD ⁽⁷⁹⁾
Premier ministre : M. Manuel Valls	146	0
Affaires étrangères et développement international : M. Laurent Fabius, puis M. Jean-Marc Ayrault ⁽⁸⁰⁾	31	1
Affaires européennes : M. Harlem Désir	39	0
Affaires sociales, santé et droits des femmes, puis Affaires sociales et santé : Mme Marisol Touraine ⁽⁸⁰⁾	63	76
Agriculture, agroalimentaire et forêt, Porte-parole du Gouvernement : M. Stéphane Le Foll	65	26
Aide aux victimes : Mme Juliette Méadel ⁽⁸⁰⁾	3	0
Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales : M. Jean-Michel Baylet ⁽⁸⁰⁾	9	14
Anciens combattants et mémoire : M. Jean-Marc Todeschini	2	1
Biodiversité : Mme Barbara Pompili ⁽⁸⁰⁾	7	1
Budget, puis Budget et comptes publics : M. Christian Eckert ⁽⁸¹⁾	41	4
Collectivités territoriales : Mme Estelle Grelier ⁽⁸⁰⁾	3	3
Commerce, artisanat, consommation et économie sociale et solidaire : Mme Martine Pinville ⁽⁸¹⁾	9	4
Commerce extérieur, promotion du tourisme et Français de l'étranger : M. Mathias Fekl	20	3
Culture et communication : Mme Fleur Pellerin, puis Mme Audrey Azoulay ⁽⁸⁰⁾	9	8
Décentralisation et fonction publique : Mme Marylise Lebranchu ⁽⁸⁰⁾ (jusqu'au 11 février 2016)	11	8
Défense : M. Jean-Yves Le Drian	21	6
Développement et francophonie : Mme Annick Girardin, puis M. André Vallini ⁽⁸⁰⁾	2	0
Droits des femmes : Mme Pascale Boistard ⁽⁷⁹⁾ (jusqu'au 11 février 2016)	10	0
Écologie, développement durable et énergie : Mme Ségolène Royal ⁽⁸⁰⁾ (jusqu'au 11 février 2016)	12	14
Économie, industrie et numérique : M. Emmanuel Macron ⁽⁸²⁾ (jusqu'au 30 août 2016)	50	19
Économie et finances : M. Michel Sapin ⁽⁸²⁾	2	0
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche : Mme Najat Vallaud-Belkacem	37	20
Égalité réelle : Mme Ericka Bareigts ⁽⁸⁰⁾ ⁽⁸²⁾ (jusqu'au 30 août 2016)	2	0
Enseignement supérieur et recherche : M. Thierry Mandon	7	1
Environnement, énergie et mer ; relations internationales sur le climat : Ségolène Royal ⁽⁸⁰⁾	17	24
Famille, enfance, personnes âgées et autonomie : Mme Laurence Rossignol ⁽⁸⁰⁾ (jusqu'au 30 août 2016)	9	1
Famille, enfance et droits des femmes : Mme Laurence Rossignol ⁽⁸⁰⁾	7	1

⁷⁹ Il s'agit des ministres interrogés et non des ministres au banc.

⁸⁰ Décret du 11 février 2016

⁸¹ Décret du 1er septembre 2016

⁸² Décret du 30 août 2016

Ministères	QG	QOSD ⁽⁷⁹⁾
Finances et comptes publics : M. Michel Sapin ⁽⁸²⁾ (jusqu'au 30 août 2016)	39	12
Fonction publique : Mme Annick Girardin ⁽⁸⁰⁾	5	0
Formation professionnelle et apprentissage : Mme Clotilde Valter ⁽⁸⁰⁾	6	0
Industrie : M. Christophe Sirugue ⁽⁸¹⁾	2	0
Intérieur : M. Bernard Cazeneuve	107	31
Justice : Mme Christiane Taubira, puis M. Jean-Jacques Urvoas ⁽⁸³⁾	37	17
Logement et habitat durable : Mme Emmanuelle Cosse ⁽⁸⁰⁾	5	10
Logement, égalité des territoires et ruralité : Mme Sylvia Pinel ⁽⁸⁰⁾ (jusqu'au 11 février 2016)	9	4
Numérique, puis Numérique et innovation: Mme Axelle Lemaire ⁽⁸¹⁾	4	5
Outre-mer : Mme George Pau-Langevin, puis Mme Ericka Bareigts ⁽⁸²⁾	6	4
Personnes âgées et autonomie : Mme Pascale Boistard ⁽⁸⁰⁾	4	0
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion : Mme Ségolène Neuville	17	6
Réforme de l'État et simplification : Mme Clothilde Valter, puis M. Jean-Vincent Placé ⁽⁸⁰⁾	2	1
Réforme territoriale : M. André Vallini (jusqu'au 11 février 2016)	3	0
Relations avec le Parlement : M. Jean-Marie Le Guen	23	0
Sports : M. Thierry Braillard	2	0
Transports, mer et pêche : M. Alain Vidalies	28	39
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social : Mme Myriam El Khomri	74	8
Ville : Hélène Geoffroy ⁽⁸⁰⁾	5	0
Ville, jeunesse et sports : Patrick Kanner	14	6
Total	1 026	378

⁸³ Décret du 27 janvier 2016

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	211
Affaires étrangères.....	408
Affaires européennes	82
Affaires sociales et santé	1 623
Affaires sociales, santé et droits des femmes	1 897
Agriculture, agroalimentaire et forêt	923
Aménagement du territoire, ruralité et collectivités territoriales	48
Anciens combattants et mémoire.....	326
Budget.....	209
Budget et comptes publics.....	22
Collectivités territoriales.....	11
Commerce, artisanat, consommation et économie sociale et solidaire.....	365
Commerce extérieur, tourisme et Français de l'étranger	106
Culture et communication	418
Décentralisation et fonction publique.....	67
Défense	220
Développement et francophonie	26
Droits des femmes	71
Écologie, développement durable et énergie	462
Économie et finances.....	217
Économie, industrie et numérique	662
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	704
Enseignement supérieur et recherche	17
Environnement, énergie et mer.....	840
Famille, enfance, personnes âgées et autonomie	38
Familles, enfance et droit des femmes.....	158
Finances et comptes publics	533
Fonction publique.....	163
Formation professionnelle et apprentissage.....	17
Francophonie	19
Handicapés et lutte contre l'exclusion.....	172
Intérieur	694
Justice	880
Logement, égalité des territoires et ruralités.....	112
Logement et habitat durable	109
Numérique	51
Outre-mer	37
Personnes âgées et autonomie	52
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion.....	79
Réforme de l'État et simplification.....	10
Réforme territoriale	8
Relations avec le Parlement.....	15
Sports.....	67
Transports, mer et pêche.....	300
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social.....	203
Ville	3
Ville jeunesse et sports	51
Total.....	13 706